

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 mars 2005
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-neuvième session
Point 163 de l'ordre du jour
La situation dans les territoires azerbaïdjanais occupés

Conseil de sécurité
Soixantième année

**Lettre datée du 18 mars 2005, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à ma lettre du 28 février 2005 (A/59/720-S/2005/132 et Corr.1), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans les territoires azerbaïdjanais occupés et le texte de la lettre des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE adressée au Conseil permanent de l'Organisation concernant la Mission du Groupe de Minsk dans les territoires azerbaïdjanais occupés (voir annexes).

La Mission d'établissement des faits a confirmé la colonisation par l'Arménie des territoires azerbaïdjanais occupés, dont la population originelle a été expulsée.

Les coprésidents du Groupe de Minsk ont demandé de décourager la poursuite de la colonisation des territoires azerbaïdjanais occupés et de ne pas modifier la structure démographique de la région, afin de ne pas compliquer les efforts visant à parvenir à un règlement négocié du conflit dans la région du Haut-Karabakh de la République d'Azerbaïdjan et alentour.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer d'urgence le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 163 de l'ordre du jour de sa cinquante-neuvième session, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Yashar Aliyev



Annexe I

Lettre adressée par les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE au Conseil permanent de l'OSCE sur la Mission d'établissement des faits du Groupe de Minsk concernant les territoires azerbaïdjanais occupés entourant le Haut-Karabakh

Rappel des faits

Après avoir soulevé la question de la situation dans les territoires azerbaïdjanais occupés à l'automne 2004, le Gouvernement azerbaïdjanais, par l'intermédiaire de sa Mission auprès de l'ONU, a présenté un projet de résolution à l'Assemblée générale, demandant, entre autres, qu'une mission d'établissement des faits soit dépêchée afin d'évaluer la situation. Comme l'examen de cette question par l'Assemblée générale constitue un obstacle potentiel aux consultations sur un règlement du conflit du Haut-Karabakh qui se poursuivent à Prague entre les Ministres des affaires étrangères d'Azerbaïdjan et d'Arménie, avec la médiation des coprésidents du Groupe de Minsk, ces derniers ont organisé une série de réunions avec les Ministres des affaires étrangères à Bakou, Moscou, New York, Sofia, Bruxelles et Prague. Ces consultations ont abouti à un accord entre les deux parties sur l'envoi d'une mission d'établissement des faits du Groupe de Minsk de l'OSCE dans les territoires occupés; l'Arménie a accepté de faciliter cette mission à condition que l'Azerbaïdjan suspende son initiative à l'Assemblée générale. Les deux Ministres des affaires étrangères sont également convenus des modalités de la Mission, ont choisi les pays membres du Groupe de Minsk qui fourniraient des membres à la Mission et ont décidé que celle-ci se rendrait dans les territoires occupés autour du Haut-Karabakh.

Résultats

Comme il est indiqué dans le rapport joint en annexe, la Mission, qui a séjourné dans les territoires en question du 31 janvier au 5 février 2005, a noté l'existence de faits attestant la présence de colons dans ces territoires. Elle n'a pas établi que ces implantations résultaient d'une politique délibérée menée par le Gouvernement arménien. Il existait des éléments qui démontraient l'appui fourni à divers degrés par les autorités du Haut-Karabakh aux colons dans certaines régions. Les coprésidents n'ont pas évalué le degré de coordination entre les autorités du Haut-Karabakh et le Gouvernement arménien. Celles-ci ont déclaré aux coprésidents, au début de la Mission, qu'elles encourageaient en fait les implantations de colonies à Latchine. Les coprésidents rappellent que la localité de Latchine a été traitée en tant que question séparée dans les négociations antérieures.

Conclusions

La Mission d'établissement des faits n'avait pas pour mandat de procéder à un recensement; ses observations ne peuvent donc pas être considérées comme donnant un tableau exhaustif et statistiquement exact de la situation actuelle dans les territoires occupés. Toutefois, les coprésidents estiment que ses résultats reflètent bien la situation dans ces régions. S'appuyant sur les constatations de la Mission, les coprésidents tirent les conclusions suivantes :

- Ils considèrent l'envoi de la Mission comme un résultat positif, rendu possible par le compromis auquel sont parvenues les parties au conflit;
- Le nombre de colons dans les territoires occupés et la nature des implantations suscitent peu de désaccords entre les parties. Sur ces points, les constatations de la Mission d'établissement des faits concordent pour l'essentiel avec les informations communiquées par les parties (voir annexes). Les points sur lesquels les parties sont en désaccord sont les questions de l'appui du gouvernement et du lieu d'origine des colons, sujets qui sont également abordés dans les conclusions de la Mission;
- S'appuyant sur les constatations du rapport et les discussions qu'ils ont eues dans la région, les coprésidents concluent que les autorités du Haut-Karabakh assument la responsabilité principale en ce qui concerne les questions relatives au soutien des activités d'implantation;
- Les secteurs en question ont été complètement détruit; tous les colons arrivant dans ces zones ont dû construire des logements de base car pratiquement toutes les structures avaient été endommagées à la suite du conflit;
- Il est évident que tout règlement autorisant le retour des personnes déplacées et des réfugiés doit être précédé et accompagné d'une assistance internationale importante pour la reconstruction des logements et infrastructures, comme la distribution d'eau et l'assainissement, l'électricité et l'irrigation agricole, ainsi que le déminage dans certains secteurs et le rétablissement des transports, y compris la voie ferrée, complètement démantelée dans le sud, qui reliait Bakou, Nakhitchevan et Erevan;
- La plupart des colons interrogés par la Mission ont exprimé le souhait de regagner les zones qu'ils avaient fuies mais il est évident que plus ils demeureront longtemps dans les territoires occupés, plus leurs racines et leur attachement à leur lieu de résidence actuel se renforceront. La prolongation de cette situation pourrait aboutir à un fait accompli qui compliquerait gravement le processus de paix;
- Dans la plupart des secteurs examinés, à l'exception de Latchine, la Mission a constaté que les colons vivaient dans des conditions misérables et isolées. Dans ce contexte, leur situation est comparable à celle des nombreuses personnes déplacées par le conflit. Compte tenu des conditions de vie effroyables des réfugiés et déplacés du côté azerbaïdjanais, la situation dans les territoires occupés devrait également être considérée sous un angle humanitaire en tant que facteur supplémentaire motivant les efforts faits pour parvenir à un règlement négocié. L'absence persistante d'un règlement du conflit entrave le développement économique et empêche d'améliorer les conditions de vie de toutes ses victimes;
- Les coprésidents expriment leurs remerciements au secrétariat de l'OSCE, au représentant personnel du Président en exercice et à ses collaborateurs et au chef de la Mission d'établissement des faits, ainsi qu'à tous ses membres, pour leur contribution au succès de la Mission. Ils apprécient également la coopération des Gouvernements azerbaïdjanais et arménien ainsi que des autorités du Haut-Karabakh, avant et pendant la Mission.

Recommandations

S'appuyant sur les conclusions du rapport de la Mission d'établissement des faits et sur leur propre expérience dans la région et tenant compte des efforts visant à promouvoir un règlement négocié du conflit, les coprésidents formulent les recommandations suivantes :

- Ils découragent la poursuite des implantations dans les territoires azerbaïdjanais occupés;
- Ils demandent instamment aux parties d'accélérer les négociations en vue d'un règlement politique afin, entre autres, de régler le problème des colons et de ne pas modifier la structure démographique de la région, ce qui compliquerait les efforts en vue de parvenir à un règlement négocié;
- Compte tenu des travaux préparatoires très importants qui seraient nécessaires avant que le retour des réfugiés et des déplacés ne puisse avoir lieu dans le cadre d'un règlement négocié du conflit, les coprésidents recommandent que les organisations internationales concernées réévaluent les besoins et le montant des ressources nécessaires dans la région, notamment aux fins de la réinstallation;
- Afin de préserver le patrimoine culturel et les lieux saints, y compris les cimetières, des régions affectées, les coprésidents demandent instamment aux parties d'autoriser des contacts directs entre les communautés intéressées;
- Les coprésidents engagent également les parties à prendre des mesures pratiques afin de renforcer la confiance entre elles et les communautés, et à coopérer avec leurs populations afin de préparer le terrain en vue d'un règlement pacifique;
- Compte tenu des conséquences de la situation pour le règlement ultérieur du conflit du Haut-Karabakh, les coprésidents se réservent la possibilité d'examiner plus avant cette question dans l'intérêt du processus de paix de Minsk, et notamment aux fins de la mise en œuvre des recommandations formulées dans la présente lettre.

L'Ambassadeur,
Coprésident de la Fédération de Russie
(Signé) Yury **Merzlyakov**

L'Ambassadeur,
Coprésident des États-Unis d'Amérique
(Signé) Steven **Mann**

L'Ambassadeur,
Coprésident de la France
(Signé) Bernard **Fassier**

Annexe II

Rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe concernant les territoires azerbaïdjanais occupés entourant le Haut-Karabakh

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mandat et objectifs de la Mission d'établissement des faits	6
II. Méthode	6
III. Résultats de l'enquête menée dans les territoires relevant du mandat de la Mission.	9
A. Kelbadjar	9
B. Fizouli	12
C. Djebail	14
D. Agdam	15
E. Zanguilan	21
F. Koubatly	24
IV. Latchine	28
V. Conclusions	32
VI. Annexes	39

Rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe concernant les territoires azerbaïdjanais occupés entourant le Haut-Karabakh

I. Mandat et objectifs de la Mission d'établissement des faits

Comme convenu par les parties, la Mission d'établissement des faits de l'OSCE avait pour mandat de se rendre dans les territoires occupés entourant le Haut-Karabakh (« les territoires ») et d'établir si des colonies de peuplement étaient installées dans la région. Plus précisément, la Mission devait :

- Observer, le cas échéant, les structures rénovées ou nouvellement construites, en estimer le nombre et déterminer combien d'entre elles étaient habitées ou pouvaient l'être;
- Tenter d'évaluer le nombre de personnes habitant dans les colonies observées, en indiquant leur âge et leur sexe et en décrivant leur structure familiale;
- Observer toute activité agricole, notamment la culture et l'élevage, et les autres moyens de subsistance, ainsi que leurs liens avec les colonies éventuellement recensées;
- Interroger les colons et les autres habitants sur leur lieu d'origine et leur date d'arrivée dans la région; sur les éventuelles procédures suivies pour leur recrutement et, le cas échéant, leur demander s'ils ont bénéficié d'un parrainage ou d'autres formes d'appui, et s'il existe des structures administratives locales et un régime fiscal; demander aux colons s'ils ont l'intention de rester dans la région.

Les structures et le personnel militaires ne relevaient en aucun cas de la compétence de la Mission. De plus, la Mission n'était censée enquêter sur l'état des bâtiments et autres structures existants que dans la mesure où ces données étaient susceptibles d'indiquer la présence possible de colonies. Elle devait transmettre le résultat de ses recherches aux coprésidents du Groupe de Minsk, afin qu'ils puissent poursuivre leurs efforts de médiation en connaissant mieux la question des colonies de peuplement. La Mission ayant un caractère strictement technique, toute considération politique concernant les revendications rivales relatives à la question des colonies ne relevait pas de sa compétence.

II. Méthode

1. Membres

La Mission était composée de 10 membres. Le chef de la Mission et le Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE étaient, respectivement, allemand et polonais. Six autres experts représentaient, respectivement, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Italie, la Russie et la Suède. Les deux autres experts étaient un Polonais, détaché du Secrétariat de l'OSCE, et un spécialiste allemand de l'urbanisme et de l'habitat. Neuf des membres de la Mission étaient experts pour les

questions relatives aux pays de l'ex-Union soviétique, chacun ayant acquis un degré d'expérience différent dans des domaines précis ayant trait au sud du Caucase.

2. Orientation et information

Les coprésidents du Groupe de Minsk et le chef de la Mission se sont réunis à Bakou le 28 janvier pour entendre des exposés détaillés présentés par des fonctionnaires azerbaïdjanais et recevoir des documents d'information et des films vidéo, joints à l'annexe 2 du présent rapport. Les experts de la Mission (ou leurs représentants) se sont également réunis, à des fins d'information et d'orientation, le 21 janvier 2005, à Vienne, puis le 29 janvier 2005, à Erevan, où les coprésidents ont transmis à la Mission les documents reçus à Bakou. Les membres de la Mission ont également reçu des cartes détaillées du Haut-Karabakh et des territoires relevant de leur compétence.

Le 30 janvier 2005, la Mission s'est rendue à Stepanakert/Khankendi, où les autorités du Haut-Karabakh lui ont fourni des notes d'information, des articles de journaux et des cartes supplémentaires, et ont répondu à toutes les questions posées.

3. Assistance et itinéraires

Tous les déplacements vers les territoires s'effectuaient au départ de Stepanakert/Khankendi. Le Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE y avait mis sa résidence à l'entière disposition de l'équipe, à laquelle il a en outre fourni le soutien logistique voulu. Ainsi, la Mission avait à sa disposition sept véhicules tout terrain appartenant à l'OSCE avec chauffeur, des jumelles, un enregistreur numérique, des appareils photographiques et des caméras vidéo, ainsi que trois interprètes trilingues (arménien/russe/anglais).

Les membres de la Mission ont exploré, à l'intérieur des territoires, un district des territoires différent chaque jour, du 31 janvier au 5 février 2005. Ils avaient convenu d'informer les autorités du Haut-Karabakh 24 heures à l'avance du district qu'ils visiteraient le lendemain. Chaque jour, le groupe quittait Stepanakert/Khankendi à 8 heures; il était accompagné, tout au long de ses visites, par M. Masis Mailyan, « Vice-Ministre des affaires étrangères » du Haut-Karabakh, des élus locaux ou leurs représentants, et des agents de police et de sécurité. Ils ont généralement coopéré pleinement et de bonne grâce, et ont presque entièrement laissé aux membres de l'équipe le choix de l'itinéraire, des routes et des arrêts. Ils ont parfois refusé l'accès à certains lieux précis, en expliquant qu'ils étaient situés à proximité de sites militaires. Ils ont en outre conseillé l'équipe sur l'état et la sécurité des routes compte tenu des rigueurs du climat hivernal.

4. Méthode

La durée des déplacements à destination des territoires variait, pour l'aller seulement, d'une heure (Agdam et Latchine) à trois ou quatre heures (Djebail et Zanguilan). Pour gagner du temps, le groupe déjeunait en route, à bord des véhicules, ou ne s'arrêtait que brièvement. Les membres de la Mission se répartissaient en deux, trois ou quatre équipes utilisant les services de trois interprètes (une équipe composée de personnes maîtrisant le russe ou de langue maternelle russe travaillait sans interprète). Le plus souvent, la Mission commençait par étudier une zone précise, soit en cours de route, soit sur une carte, avant de se

disperser dans différentes directions pour faire des observations et interroger les habitants. Cette méthode permettait de couvrir beaucoup de terrain.

La Mission a interrogé toutes les personnes rencontrées dans les territoires, entre autres des responsables locaux, des colons, des nomades, des bergers, des personnes vivant de la récupération de déchets, des agriculteurs, des automobilistes et des passants. Toutefois, la Mission n'a, à aucun moment, parlé à des représentants de l'armée. La Mission a en permanence observé l'environnement bâti, afin de corroborer les témoignages recueillis. Le groupe prenait de nombreuses notes en chemin. Généralement, chaque soir, de retour à Stepanakert/Khankendi (entre 18 et 21 heures), les membres de la Mission se réunissaient dans la résidence du Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE pour faire le point et planifier les travaux du lendemain.

5. Confidentialité

Il était primordial, pour le succès de la Mission, que les témoins se sentent en confiance pour exprimer leurs opinions librement et sans craindre de représailles. Ainsi, lors des entretiens, les membres de la Mission tenaient à souligner que les déclarations resteraient anonymes et ne seraient citées qu'en termes généraux. Ils insistaient également auprès du personnel accompagnant n'appartenant pas à l'OSCE pour qu'ils s'abstiennent non seulement de prendre part aux entretiens, mais aussi de les écouter. Malgré les réticences des autorités du Haut-Karabakh, qui avançaient la nécessité d'assurer la sécurité des membres de la Mission, il a été possible de maintenir le personnel accompagnant à une distance qui lui permettait de surveiller le déroulement des entretiens sans pour autant entendre les propos échangés.

6. Photographie

Du fait des contraintes sécuritaires imposées par les autorités du Haut-Karabakh, les membres de la Mission n'ont pas pu photographier ou filmer de nombreux sites. De telles restrictions ont également été imposées dans des lieux éloignés de tout site militaire et dans des zones où des colonies étaient installées et qui relevaient donc précisément du mandat de la Mission.

7. Ce que la population locale savait de la Mission

Dans de nombreuses localités visitées par la Mission, en particulier Kelbadjar, Zanguilan, Koubatly et Latchine, la population locale avait manifestement été prévenue de la visite et des activités de la Mission. Il est possible qu'elle ait été informée par les médias et par le bouche-à-oreille. Cela peut également indiquer que les autorités avaient intérêt à influencer ou à contrôler les informations que la Mission pouvait obtenir des populations locales. Il se peut aussi qu'elles aient tenté ainsi d'éviter de susciter l'inquiétude et les soupçons des populations locales qui auraient pu mal interpréter le mandat de la Mission et assimiler ses activités à une enquête policière ou les considérer comme une menace pour l'avenir. Ces deux explications ont sans doute du vrai, mais les membres de la Mission ont le sentiment d'avoir réussi à obtenir, des habitants de toutes les régions visitées, des informations dignes de foi.

8. Définitions

Dans le présent rapport, les personnes habitant dans les territoires sont désignées indifféremment par les termes « colons », « villageois », « résidents », « habitants » et « populations ». Pendant la guerre, toutes les habitations des territoires ont été désertées, à un moment ou à un autre, ce qui signifie que les personnes qui vivent actuellement dans les territoires s'y sont installées après le cessez-le-feu.

9. Appellation des colonies des territoires occupés

Dans le présent rapport, les noms retenus pour désigner les colonies des territoires occupés sont ceux qui figurent sur les cartes fournies à la Mission, qui datent des années 70 et 80. Dans certains cas, il n'a pas été possible de retrouver les noms utilisés avant-guerre, ni les noms traditionnels des colonies, le rapport se contente alors de décrire l'emplacement approximatif des colonies en question.

III. Résultats de l'enquête menée dans les territoires relevant du mandat de la Mission

A. Kelbadjar

1. Date de la visite

31 janvier 2005

2. Territoire couvert par la Mission

Le district de Kelbadjar s'étend sur environ 1 936 kilomètres carrés de montagnes et de vallées au nord-ouest de Stepanakert/Khankendi. Les membres de la Mission se sont déplacés en groupe en direction du nord, jusqu'à la ville de Kelbadjar, en traversant la région de Martaket/Agdere. Parvenus à destination, ils se sont séparés en deux équipes, la première a couvert la ville elle-même et le village de Tchaikent, la deuxième s'est rendue à Kenderi et Kilitchli, deux villages situés dans la vallée de Terter, vers la frontière avec le Haut-Karabakh.

3. Aperçu général

Selon les autorités responsables des colonies de Stepanakert/Khankendi, environ 2 700 personnes se sont installées dans la région. Ce chiffre dépasse largement celui établi par la Mission qui, sur la base des témoignages recueillis et des observations faites directement, estime qu'environ 1 500 colons vivent dans les zones visitées.

L'immense majorité des maisons sont détruites et, dans l'ensemble de la zone visitée, en moyenne, au maximum 10 % des habitations ont été reconstruites et sont occupées.

La route entre la frontière avec le Haut-Karabakh et la ville de Kelbadjar est parsemée de colonies, qu'il s'agisse de hameaux de cinq maisons reconstruites ou d'une quarantaine de structures réparties sur une vaste étendue. Les conditions de logement varient beaucoup, mais, en règle générale, les habitations occupées ne sont que partiellement rénovées (murs et toiture). Les membres de la Mission ont

également vu quelques logements en construction et une poignée de maisons complètement reconstruites. Dans certains cas, l'administration locale avait proposé des maisons « clefs en main » à de nouveaux colons. D'une manière générale, les résidents ont néanmoins déclaré s'être débrouillés seuls.

Rien, dans le district ou dans la ville de Kelbadjar, n'indique qu'il existe un plan de reconstruction à grande échelle. La ville de Kelbadjar dispose, cependant, d'une infrastructure de base, avec des bâtiments administratifs, de larges rues, une école, un magasin, et des installations médicales de base. Un service d'autobus dessert le Haut-Karabakh, mais les liaisons sont peu fréquentes.

Les autorités de Kelbadjar exercent un contrôle et un appui limités sur les colonies dispersées autour de la ville. Les résidents des villages et de la ville de Kelbadjar ont néanmoins souligné le rôle de la diaspora arménienne dans le financement des travaux de reconstruction.

Les habitants de la ville de Kelbadjar ont déclaré avoir participé uniquement aux élections locales, mais une personne a indiqué qu'elle avait également voté lors des élections tenues au Haut-Karabakh. Dans les villages environnants, cette question a provoqué des réponses variées.

L'impression générale était que les autorités de Kelbadjar n'exerçaient qu'un contrôle rudimentaire sur les habitations de cette zone et n'étaient pas en mesure de créer de manière dynamique les conditions matérielles et administratives propices à une croissance rapide des colonies.

4. Lieux visités

4.1 Ville de Kelbadjar

Taille

D'après les autorités locales, la ville de Kelbadjar compterait 350 à 400 habitants. Néanmoins, les témoignages recueillis et les observations faites par la Mission indiquent un chiffre plus important, compris entre 450 et 500 habitants.

Origine des colons

Les autorités municipales ont déclaré aux membres de la Mission que la plupart des colons installés à Kelbadjar étaient originaires des districts de Khanlar et Goranboy. Cette déclaration est en contradiction avec les informations recueillies par la Mission auprès des résidents de Chamkir, Martouni/Khodjavend, Gandja et Martakert/Agdere. De nombreux habitants ont indiqué qu'ils étaient venus à Kelbadjar après avoir séjourné dans des abris temporaires en Arménie. Dans la plupart des cas, ils avaient entendu dire qu'il était possible de s'installer à Kelbadjar, où ils avaient rejoint des voisins ou des parents. D'autres connaissaient la région parce qu'ils avaient habité non loin, en Azerbaïdjan, avant le conflit, avaient combattu dans les environs ou avaient vu des campagnes en faveur des colonies dans les médias arméniens. Un des témoins a déclaré que le Comité des réfugiés du Karabakh l'avait encouragé à s'installer. Les premiers colons étaient arrivés dès 1993, les autres avaient suivi petit à petit. Les colons ont nié avoir été encouragés ou aidés par les autorités lors de leur migration. Les membres de la Mission ont rencontré plusieurs colons qui étaient arrivés au cours de ces deux dernières années.

Logement

Les conditions de logement étaient rudimentaires et moins de 20 à 30 % des habitations en ruine avaient été reconstruites, le plus souvent grossièrement et avec des moyens de fortune. Certaines étaient dépourvues de fenêtre et chauffées par un petit four à bois seulement. D'autres étaient en meilleur état et avaient l'électricité et l'eau courante. Aucun des habitants n'avait acheté sa maison; à leur arrivée, ils s'étaient approprié ou s'étaient vu attribuer une ruine qu'ils avaient dû rendre habitable par leurs propres moyens. La plupart des gens ont nié avoir reçu une aide officielle pour restaurer leur maison, mais certains ont déclaré que l'administration leur avait fourni des matériaux de construction. Très souvent, les résidents ont évoqué une aide financière fournie par des parents et par la diaspora. Dans quelques cas, les autorités locales ont livré aux colons une maison « clefs en main » entièrement reconstruite, approvisionnée en eau et en électricité. Dans la rue principale de Kelbadjar, les membres de la Mission ont assisté à l'installation d'un nouveau toit sur les ruines d'une grande bâtisse, à proximité du bâtiment administratif.

Infrastructure et services sociaux

Les autorités de Kelbadjar fournissent des services sociaux de base. La ville possède une école qui accueille 80 à 100 élèves et un centre médical où travaillent deux médecins et une infirmière. Une école maternelle, financée par la diaspora, devrait bientôt être construite. La ville était dépourvue de bureau de poste et les maisons n'étaient pas numérotées. Les transports publics se limitaient à de rares liaisons par autobus jusqu'au Haut-Karabakh. La plupart des résidents ont déclaré qu'ils n'avaient bénéficié d'aucun appui de la part des autorités, ce dont ils se sont plaints. Ils n'étaient pas soumis à l'impôt et bénéficiaient d'importantes subventions pour leur consommation d'électricité, mais, à leurs yeux, cela ne constituait pas une incitation à l'installation. Les projets d'infrastructure étaient essentiellement financés par la diaspora, directement (fonds versés à des colons par leurs parents) ou indirectement (par l'intermédiaire de l'administration). Ainsi, les écoles de Kelbadjar et Tchaikent ont été financées par de riches Arméniens installés en Iran et en Russie, respectivement. Bien que les autorités du Haut-Karabakh versent les salaires des enseignants, financent les soins de santé élémentaires et l'électricité, l'influence générale du Haut-Karabakh semble limitée. De fait, à la connaissance de la Mission, au cours de ces cinq dernières années, les responsables du Haut-Karabakh ne se sont rendus qu'une fois dans la ville.

Économie

Les populations survivent essentiellement grâce à l'agriculture de subsistance. Mis à part l'enseignant, le personnel médical et un garde, peu d'habitants ont un emploi traditionnel. Quelques rares indices signalent une activité commerciale et des travaux de construction sporadiques. Un jour, un grand camion a descendu la rue principale chargé de billes de bois, dont certaines mesuraient plus de 60 centimètres de diamètre. Un autre jour, des membres de la Mission ont vu un second camion, qui transportait une charge similaire de bois, mais il s'agissait d'arbres plus jeunes. À un moment, ils ont entendu le bruit d'une scie coupant des arbres dans la forêt. Ils n'ont pas pu établir si le bois récolté était destiné à la construction locale ou à la vente dans d'autres régions.

4.2 Tchaikent : Équipe 1

Les membres de la Mission ont recensé à peu près 53 maisons reconstruites. D'après les résidents, une quarantaine de familles, représentant 200 personnes, vivaient dans le village. Ils s'apprêtaient à accueillir 10 nouveaux venus au printemps. Les colons ont tous déclaré avoir construit leur maison eux-mêmes, sans aide extérieure. L'école, construite grâce aux dons d'un riche arménien vivant en Russie, accueille une soixantaine d'enfants. Le village prévoit de construire une école maternelle avec l'argent de la diaspora. Les services du garde du village sont rémunérés par les autorités de Kelbadjar. L'électricité est en service depuis environ un an (soit dix ans après l'arrivée des premiers colons); elle est subventionnée à hauteur de 14 drams par kilowatts. Les réseaux de téléphonie mobile couvrent la région depuis plusieurs mois et au moins un villageois y est abonné. Aucun des résidents n'a fait état de relations avec Stepanakert/Khankendi; ils ne votent pas et ne paient pas d'impôts. Comme dans la ville de Kelbadjar, l'agriculture de subsistance est le pilier de l'économie locale. Deux femmes récemment devenues veuves ont déclaré que leurs maris avaient été enterrés, non pas sur place, mais en Arménie.

4.3 Kenderi et Kilitchli : Équipe 2

Kenderi et Kilitchli sont situés sur la route qui va de la ville de Kelbadjar au district de Martakert/Agdere. Selon la Mission, Kenderi compte une quarantaine de familles (soit environ 250 personnes) et abrite une école où est scolarisée une soixantaine d'enfants. Les logements étaient pourvus de nouveaux toits et de nouvelles fenêtres; de la fumée s'échappait souvent des longs tuyaux des réchauds à bois. Aux dires des villageois, des élections locales ont eu lieu en août dernier, tout comme dans les colonies voisines. Aucun visiteur extérieur ne serait venu, pas même des représentants des autorités ou d'organisations non gouvernementales. Des signes indiquant que l'on pratiquait l'apiculture, la culture domestique, l'élevage (vaches, cochons et poulets) étaient visibles partout et une nouvelle ligne électrique longeait la route. Un kilomètre au-delà de Kenderi se trouve un plus petit hameau (composé de 12 à 15 maisons) entourant une structure de taille moyenne équipée d'un toit en zinc neuf, qui semblait être une école.

Kilitchli compte une quarantaine ou une cinquantaine de maisons habitables avec toit et fenêtre(s). Toutes semblent avoir été construites sur les ruines d'anciennes maisons. La Mission a recensé des cultures de petites tailles, des bouteilles de gaz pour le chauffage ou la cuisson, une école avec un terrain de football improvisé délimité par des branches d'arbre, et une maison dont la cour abritait une bétonnière apparemment en état de marche.

B. Fizouli

1. Date de la visite

1^{er} février 2005

2. Territoire couvert par la Mission

La surface totale du district de Fizouli est d'environ 1 386 kilomètres carrés, dont 693 se trouvent sur les territoires couverts par le mandat de la Mission. Cette

dernière est arrivée dans la région par le nord et s'est rendue directement vers le sud à Dovletyarli, Fizouli-ville et les vestiges de Karakollou et Djebraïl. La ligne de contact étant très proche, il n'a pas été possible d'accéder à certaines zones à l'est de Fizouli

3. Aperçu général

Le district de Fizouli est, pour l'essentiel, déserté. On ne rencontre aucune colonie de taille notable dans la zone allant du nord de la ville de Fizouli jusqu'à la frontière iranienne, au sud. L'activité économique de la région semble dominée par l'extraction de matériaux de construction, de bois de chauffe, de déchets métalliques de toutes sortes et par les activités agricoles saisonnières, pratiquées dans de vastes champs, ainsi que le pâturage. La Mission estime que 10 personnes au maximum vivent dans le district de Fizouli.

4. Remarques

Entre Martouni/Khodjavend et la ville de Fizouli, ainsi qu'au sud de la ville de Fizouli, la Mission a vu des signes indiquant la pratique d'une culture extensive, mais n'a trouvé aucun élément attestant la présence de personnes ou de colonies dans les environs. Les agriculteurs d'Emervarli (voir la section consacrée à Djebraïl) ont corroboré ces informations, en déclarant que les travailleurs saisonniers et migrants étaient transportés jusqu'aux exploitations par des agriculteurs ou des hommes d'affaire organisés, qui venaient ensuite les rechercher.

La ville de Fizouli est aujourd'hui complètement en ruine et presque entièrement vide. Les membres de la Mission ont traversé la ville en suivant la route principale; ils n'ont vu aucun signe d'implantation.

Ils ont toutefois trouvé dans la ville de Fizouli des indices montrant que l'on avait récupéré des matériaux de construction, ainsi que des éléments de l'infrastructure technique de la ville (canalisations, lampadaires publics) et du bois de chauffe. Environ 150 à 200 conduites d'eau en acier avaient été extraites du sous-sol et entreposées le long de la route.

Toutes les implantations situées avant et après la ville de Fizouli semblaient totalement détruites et ne montraient aucun signe de vie, à l'exception d'un petit nombre de structures, tout à fait temporaires, aperçues au loin. Le village de Govchatly, par exemple, ne semblait pas habité.

Environ 13 kilomètres après Fizouli, sur la route principale, les membres de la Mission ont aperçu une rétrocaveuse creusant des canaux d'irrigation à partir des vignobles. Des rangées de tranchées nouvellement creusées étaient visibles le long des champs. Par ailleurs, des dizaines de conduites d'irrigation étaient entreposées, pour enlèvement au bord de la route. À l'extérieur de Fizouli, d'autres types de déchets métalliques étaient empilés en masse le long de la route en vue d'être emportés.

C. Djebrail

1. Date de la visite

1^{er} février 2005

2. Territoire couvert par la Mission

Le district de Djebrail couvre une surface de 1 050 km² de collines et de champs accidentés. Il est relié, à l'ouest, au district de Zanguilan par une route asphaltée à deux voies, qui traverse la vallée de l'Arax. Les membres de la Mission, arrivant du district de Fizouli, se sont rendus de la ville de Djebrail vers Soukourbeyli, Soultanli et Mamedbeyli.

3. Aperçu général

La ville de Djebrail est complètement inhabitée et en ruine. C'est la seule grande ville du district. La Mission a constaté que les champs de la vallée de l'Arax étaient cultivés de manière extensive, mais n'ont vu aucun village susceptible de fournir la main d'œuvre nécessaire pour mener une telle activité. Les vignobles de la région, très étendus, étaient tous flétris. Quelques rares personnes, essentiellement des bergers, des personnes vivant de la récupération de déchets et une poignée d'agriculteurs, peuplaient la campagne environnante, mais quasiment aucune maison habitable n'était visible. Certains indices permettaient d'affirmer que l'on pratiquait l'extraction de matériaux de construction, de bois de chauffe et de métaux de toutes sortes. La Mission estime que 100 personnes au maximum habitent dans le district de Djebrail.

4. Lieux visités : ensemble des équipes

Près de Chikhaliagali, sur la route principale, à la frontière iranienne, des membres de la Mission ont rencontré deux hommes qui leur ont expliqué que leur ami, à bord d'un véhicule, était à la recherche de celui qu'ils appelaient « le patron », et que ce dernier habitait à Gadrouth, dans le Haut-Karabakh et possédait une maison non loin, à Soukourbeyli. Ils pensaient que « le patron » les embaucherait pour arracher des poteaux en béton armé des vignobles de la vallée de l'Arax en vue de les revendre. Les membres de la Mission ont remarqué que ces poteaux étaient très utilisés, dans l'ensemble des territoires couverts par le mandat, comme matériaux de construction.

Dans les ruines du village de Qouyzhak, les membres de la Mission ont interrogé trois hommes qui extrayaient des déchets métalliques des ruines. Ils venaient du Haut-Karabakh et passaient la journée dans la région pour récupérer des matériaux de construction pour leur propre usage et non, ont-ils dit, pour les revendre. Ils recherchaient plus particulièrement des canalisations de petit diamètre et du bois de chauffe.

Les membres de la Mission ont observé que les anciens canaux d'irrigation (des demi-canalisation en béton au dessus du sol) avaient systématiquement été enlevés. Ils semblaient avoir été remplacés par des rigoles ouvertes reliées aux canaux d'alimentation. De nombreux éléments de l'infrastructure technique, notamment des canalisations d'eau, des lampadaires publics et des poteaux électriques en bois avaient été ou étaient déterrés.

Sur la route entre Djebail et Soukourbeyli, la Mission a rencontré quatre hommes et un jeune des environs de Goris (Arménie). Ils élevaient des chevaux, des vaches et des chèvres pour la production de lait, de fromage et de yaourt. À la fin de l'automne 2004, ils avaient décidé de demeurer toute l'année à Djebail, tandis que leur famille resterait à Goris. Ils vivaient dans une seule pièce et n'avait pas l'électricité. Ils transportaient régulièrement leur production à Goris pour assurer la subsistance de leur famille.

Trois kilomètres après Soultanli, en direction de Mamedbeyli, la Mission a rencontré un berger nomade à cheval qui gardait un troupeau d'environ 50 à 70 chèvres et moutons. Il était originaire de Sisyan (Arménie) et utilisait les basses collines vertes proches de la frontière iranienne, dans la vallée de l'Arax, comme pâturage d'hiver pour ses bêtes. En été, il les reconduisait à Sisyan, 150 kilomètres plus loin. Selon ses dires, il existait deux ou trois autres bergers comme lui, de Goris et d'autres localités arméniennes de la zone frontalière, qui avaient des troupeaux de taille identique, ce que la Mission a pu vérifier directement.

Trois kilomètres à l'est de Soultanli, à Arkasthla, la Mission a découvert une exploitation agricole en activité, à environ 800 mètres de la route principale. Elle occupait les locaux d'une ancienne ferme collective et était équipée de sept tracteurs en état de marche, deux moissonneuses-batteuses, quatre grands chariots, un minibus et un grand réservoir de carburant et des équipements, utilisés pour l'agriculture intensive, en état de marche. Les membres de la Mission ont interrogé un Arménien qui avait été informé, par un parent, des possibilités d'emploi dans cette exploitation. La ferme était exploitée par un homme de la région de Martouni/Khodjavend qui s'occupait des questions financières et versait les salaires. Cet homme avait également financé la reconstruction du système d'irrigation, qui amène l'eau de l'Arax. Selon la saison, 10 à 15 personnes environ travailleraient sur la ferme, qui produit essentiellement des céréales.

D. Agdam

1. Date de la visite

2 février 2005

2. Territoire couvert par la Mission

Le district d'Agdam s'étend sur environ 1 094 kilomètres carrés, dont 875 dans les territoires relevant du mandat de la Mission. La ville d'Agdam est une grande agglomération située à environ 25 kilomètres au nord-est de Stepanakert/Khankendi. Au départ de Stepanakert/Khankendi, la Mission est arrivée dans la ville d'Agdam par la route principale; elle a observé le centre-ville et a visité de nombreux sites de la ville. À partir du centre, la Mission s'est déplacée vers le nord-ouest par la route principale vers Martakert/Agdere, en s'arrêtant dans des villages rencontrés jusqu'à Papravend, situé à environ 18 kilomètres d'Agdam. Sur la même route, à environ 10 kilomètres d'Agdam, se trouve le village de Kyzyl Kengerli. De là, la Mission a parcouru six kilomètres vers le sud-ouest, en direction d'Alimadatli, en s'arrêtant à Kyourdlyar et à Mollalar.

3. Aperçu général

D'après la Mission, 800 à 1 000 personnes vivent dans la région; elles sont le plus souvent originaires de la partie de la région de Martakert/Agdere sous contrôle azerbaïdjanais; mais certaines viennent du Haut-Karabakh (parfois uniquement pour le pâturage d'hiver) ou, dans une moindre mesure, d'Arménie. Toute la ville d'Agdam est en ruine, à l'exception de la mosquée centrale. La ville et la région située au sud sont à peine habitées, mais au nord, le long de la route qui mène à Martakert/Agdere, ainsi que dans la vallée de la Khatchintchai, la Mission a trouvé plusieurs colonies importantes, bien organisées et relativement prospères, dont la population a l'intention de rester sur place. Dans ces villages aux maisons neuves, les parents et la diaspora auraient largement financé les projets d'aménagement. Du point de vue administratif, la région est essentiellement tournée vers Martakert/Agdere, tandis que les quelques activités recensées dans la ville d'Agdam et aux alentours semblent davantage orientées vers Askeran, ce qui s'explique principalement par la proximité physique des deux villes. Bien que le danger des mines demeure présent dans certaines zones, de grands champs situés le long des routes principales, aussi bien au nord qu'au sud d'Agdam sont cultivés, apparemment au moyen d'équipements lourds. La Mission a constaté qu'une canalisation avait récemment été installée, vraisemblablement pour assurer l'approvisionnement en eau de Martakert/Agdere.

4. Lieux visités

4.1 Ville d'Agdam

La Mission s'est d'abord déplacée dans la ville d'Agdam, complètement détruite et pratiquement désertée. Dans l'ensemble de la ville, seules une vingtaine d'habitations, sommairement rénovées, sont occupées.

Plusieurs habitants vivent à Agdam de septembre à mai pour pratiquer le pâturage de subsistance ou contractuel. Un habitant d'un village du Haut-Karabakh fait pâturer une trentaine de têtes de bétail pour le compte de tiers, notamment un fonctionnaire d'Askeran, pour un salaire de 30 000 drams par mois, et s'assure l'utilisation temporaire de certains bâtiments du village moyennant paiement d'une sorte d'hypothèque. Selon ses dires, plus de 100 habitants de son village de Khanatchki s'installeraient à Agdam en hiver avec leur bétail. Dans le nord de la ville, la Mission a rencontré cinq autres familles de Khanatchki, qui s'étaient installées à Agdam trois ans auparavant pour les mêmes raisons. Elles ont déclaré que le Gouvernement ne les avait pas encouragées à s'installer dans la région, mais qu'elles avaient « pensé qu'elles pourraient mieux s'en sortir dans cette ville ».

Deux hommes âgés originaires du Haut-Karabakh, qui ont déclaré demeurer toute l'année à Agdam, avaient le matériel nécessaire pour rassembler des déchets métalliques. Dans la cour d'un autre colon, la Mission a observé plusieurs piles de canalisations et d'autres métaux de récupération. Dans différents lieux de la ville, des canalisations plus grandes, destinées à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, étaient entreposées le long de rigoles dont elles avaient été extraites, parfois récemment.

Environ un kilomètre plus au nord sur la route qui part du centre, la Mission a trouvé une grande quantité d'acier de récupération : équipement agricole détruit, barils, appareils ménagers, métal structurel, prête à être enlevée.

Les membres d'une famille de 12 personnes, dont six enfants, réparties sur trois générations ont déclaré qu'ils avaient passé les dix dernières années dans des petites structures rudimentaires remises en état. Leur maison de Stepanakert/Khankendi était encore en ruine à cause de la guerre. Un autre colon installé à l'année a dit que le sol et le climat étaient meilleurs à Agdam que chez lui. Un de ses voisins a montré du yaourt et du fromage de sa production, qu'il vend à Stepanakert/Khankendi. Une voiture était garée devant certains logements.

Globalement, il est peu probable que la ville d'Agdam compte plus de 60 habitations réparties dans toute la ville et dans ses environs. Toutes les structures observées étaient petites et de caractère temporaire, et n'étaient pas alimentées en électricité, bien qu'une ligne électrique parcoure le centre de la ville. Un colon a dit que la police d'Askeran patrouillait régulièrement dans la ville. Une station-essence avait été installée dans la banlieue ouest de la ville.

En résumé, aucune activité systématique de colonisation ne se déroule dans la ville. La zone est exploitée à diverses fins économiques, notamment pour le pâturage à petite échelle, la culture de subsistance et la récupération de matériaux de construction.

4.2 Villages situés entre Agdam et Kyzyl Kengerli

Les villages situés le long de cette route sont presque entièrement détruits. Les quelques colons rencontrés vivent dans des conditions médiocres; soit ils sont originaires du Haut-Karabakh et recherchent de meilleures conditions pour faire pâturer leur bétail pendant l'hiver, soit il s'agit de personnes déplacées venant essentiellement de la région de Martakert/Agdere. Il existe une activité agricole à grande échelle le long de la route, d'où plusieurs machines agricoles d'ensemencement et de labour étaient visibles. Elles appartiendraient à une personne riche qui se rendrait de temps en temps sur place. Rares sont les indices signalant la présence d'une infrastructure, d'une organisation apparente de la vie du village, ou de l'assistance accordée aux villageois. Ainsi, une femme a indiqué qu'elle vivait de l'agriculture de subsistance, sa maison était en mauvais état et elle n'avait ni eau, ni électricité.

4.3 Kyzyl Kengerli

À leur arrivée, les membres de la Mission ont été reçus par le dirigeant local, qui leur a indiqué que la plupart des villageois venaient de Leninavan, dans la partie orientale de la région de Martakert/Agdere. Ils étaient arrivés au cours des dix dernières années, parfois après avoir séjourné dans le Haut-Karabakh ou, plus rarement, en Arménie. La Mission a confirmé les chiffres donnés par le chef du village, qui avait indiqué que 400 personnes et environ 70 maisons composaient la colonie.

Les premiers colons ont déclaré que Stepanakert/Khankendi avait été leur refuge jusqu'en mai 1994 lorsque les autorités du Haut-Karabakh les avaient autorisés à s'installer à Kyzyl Kengerli. Cinq familles de Bakou et de Mingetchévir étaient, elles, installées depuis 1988-1989.

Le village laissait une impression mitigée. Il existait des signes de prospérité relative, mais également de conditions de vie extrêmement difficiles. La plupart des maisons étaient construites sur des ruines mais avaient été bien remises en état. Un

certain nombre de maisons n'étaient pas occupées et, selon les renseignements recueillis, 10 d'entre elles avaient été bâties au cours de ces dernières années.

L'électricité était fournie par le réseau de Mardakert/Agdere et certaines maisons disposaient de l'eau courante. La plupart des habitants subvenaient à leurs propres besoins, vendaient des produits d'alimentation lorsqu'ils le pouvaient et travaillaient de manière saisonnière dans les champs. L'un des villageois pensait que le village prendrait de l'expansion même si le nombre de nouveaux venus avait diminué au cours des dernières années. Plusieurs personnes ont indiqué qu'aucune organisation humanitaire n'avait jamais été vue dans le village et que les représentants des pouvoirs publics n'y venaient que rarement. Les villageois ont fait observer qu'ils n'avaient pris part à aucune élection.

Les autorités locales ont indiqué qu'elles imposaient chaque foyer en fonction du bétail qu'il possédait (par exemple, 2 000 drams par vache par an) pour financer des projets communs, ce qui a été confirmé lors d'entrevues avec les villageois. La plupart des fonds nécessaires aux travaux d'amélioration venaient toutefois d'habitants de Leninavan qui vivaient désormais en Russie. L'un des villageois a indiqué que sa famille recevait une aide financière irrégulière de membres de la diaspora, mais peu des autorités locales et rien de celles du Haut-Karabakh. L'administration était en contact fréquent avec les groupes de la diaspora de Leninavan et a indiqué que si elle était en mesure de mettre en place les infrastructures nécessaires, l'ensemble de la communauté de Leninavan viendrait.

L'eau était amenée jusqu'au village par canalisations, mais de manière limitée. Le raccordement au réseau électrique s'était fait trois ans auparavant. Certains trottoirs avaient été construits avec le ciment des poteaux se trouvant dans les vignobles et la route était en relativement bon état. Le village disposait d'une nouvelle école à la périphérie que fréquentaient entre 60 et 70 élèves et qui pouvait en accueillir davantage, d'un petit centre de soins de santé nouvellement construit et d'un magasin de taille modeste proposant des marchandises de Stepanakert/Khankendi. La Mission a appris que le village était doté d'une force de police qui servait également aux villages voisins.

Plusieurs villageois ont évoqué les liens économiques et administratifs étroits qui existaient avec la ville de Mardakert/Agdere, dont le village semblait relever. Ils ont indiqué que les permis de construire devaient être obtenus auprès des autorités de Mardakert/Agdere. De manière générale, le village donnait l'impression d'une communauté qui s'employait à améliorer ses conditions de vie à long terme. La solidarité entre les villageois, les liens entretenus avec la diaspora et la subordination à Mardakert/Agdere faisaient de ce village l'un des villages les plus organisés sur le plan des activités de peuplement.

4.4 Le long de la route menant à Mardakert/Agdere

La Mission s'est rendue dans deux villages plus petits situés le long de la route menant à Mardakert/Agdere, Boyatchmedly et Papravend. Ces deux villages comptaient de nombreuses maisons de conception similaire qui semblaient nouvellement construites, six environ à Boyatchmedly et une douzaine à Papravend. Nombre des maisons situées plus à l'écart de la route semblaient être en ruine.

Dans les deux villages, les résidents savaient que la Mission venait. À certains moments, les autorités locales semblaient vouloir avoir un droit de regard sur les

entretiens menés, faire en sorte que la Mission conclue que tout le monde venait de Leninavan et souligner que les villageois avaient payé leurs maisons eux-mêmes sans assistance extérieure planifiée. Ces derniers ont tout au plus indiqué que des membres de la diaspora les avaient aidés financièrement, mais, dans certains cas, ont évité le sujet.

À Boyatchmedly, un homme dont la famille se composait de quatre personnes a indiqué qu'ils étaient arrivés trois ans plus tôt après avoir été déplacés d'Azerbaïdjan et avoir vécu quelque temps à Stepanakert/Khankendi. Il a noté que 67 personnes vivaient dans le village, dont 27 enfants, et qu'il se considérait chez lui mais qu'il rentrerait dans son village d'origine s'il en avait la possibilité.

Le village disposait d'une école autogérée dont le chef d'établissement dirigeait, à titre officieux, le village et semblait chargé de répartir l'assistance fournie, quel qu'en soit le type. L'agriculture de subsistance était la seule source de revenus.

Dans le village de Papravend, la Mission a observé des deux côtés de la route principale une douzaine de maisons neuves ou relativement neuves dont certaines étaient habitées depuis un ou deux ans alors que d'autres étaient vides et attendaient qu'on les occupe. Elles étaient toutes construites sur le même plan de base. Elles étaient de taille modeste mais bien construites avec des vérandas, des fenêtres vitrées et des serrures qui fonctionnaient. Plusieurs d'entre elles disposaient de l'eau courante amenée par une canalisation située près de la porte d'entrée et reliée à un vaste système d'adduction que la Mission a remarqué le long des routes dans l'ensemble de la région. Une maison rose, fraîchement peinte, avait même du papier peint sur les murs intérieurs. Les nouveaux logements se trouvaient au milieu des ruines de quelque 20 autres maisons.

Un homme d'une trentaine d'années a indiqué qu'il avait construit son logement, l'une des maisons neuves, avec son propre argent et l'aide d'amis et noté qu'il ne devait rien à personne et par conséquent ne payait pas d'impôts. Selon lui, les représentants des pouvoirs publics ou des organisations humanitaires ne venaient jamais dans la région. Un autre homme interrogé venait de Gyumri (Arménie) où il avait perdu sa maison dans le tremblement de terre de 1988. Des amis du Haut-Karabakh avaient facilité son arrivée 10 ans plus tôt et il vivait maintenant d'une agriculture de subsistance (élevage de bétail et poulets, production de fruits) et de la vente de certains de ses produits au marché. Cet homme a indiqué qu'il ne recevait aucune aide.

Les deux villages renforçaient l'impression que les établissements situés au sud de Mardakert/Agdere faisaient partie d'un plan plus élaboré. Les maisons étaient neuves et semblaient être là pour attirer des habitants vers cette région. Comme à Kyzyl Kengerli, la proximité de Mardakert/Agdere semblait jouer un rôle important.

De Papravend, la Mission s'est dirigée vers le sud-ouest et observé un aqueduc qui, lui a-t-on appris, servait à l'approvisionnement en eau de Mardakert/Agdere. Il était constitué de tuyauteries d'acier de 40 et 50 centimètres de diamètre soudées grossièrement les unes aux autres. La Mission a estimé qu'elles avaient été détériorées à un autre endroit et ressoudées. La conduite était une illustration d'activités dépassant de beaucoup les moyens des différents villages qui se situaient le long de

la route qu'elle avait empruntée. L'eau provenait vraisemblablement d'un réservoir voisin.

4.5 Mollalar et Kyourdlyar

Depuis la route principale, la Mission a observé des maisons nouvellement construites dans les deux villages de Mollalar et Kyourdlyar situés à quelques kilomètres au nord de la route allant vers Alimadatly. La Mission a envoyé trois équipes dans les villages et une quatrième à Alimadatly.

Mollalar et Kyourdlyar se sont avérées être une communauté relativement importante dotée de 20 à 25 maisons similaires, plus ou moins neuves, toutes raccordées au réseau électrique et disposant, pour certaines, de l'eau courante. Quelque six maisons de Mollalar avaient été construites sur des ruines; elles avaient en général des toits en métal recyclé et des granges bâties à proximité également sur des ruines. Il existait des ruines à la périphérie des villages.

D'après les villageois, les habitants étaient tous des réfugiés de Tchailou, dans le district de Mardakert/Agdere, qui se trouvait maintenant sous contrôle des Azerbaïdjanais. Plusieurs villageois ont indiqué que 100 à 120 personnes vivaient dans le village. La Mission a appris de certains d'entre eux que, chaque année, deux à trois familles s'installaient à Mollalar et qu'elles avaient toutes des liens avec Tchailou. Parfois, les maisons étaient construites en partant de rien pour les nouveaux venus avant qu'ils n'arrivent. Cela dépendait du montant des fonds envoyés par les membres de la diaspora et des ressources des villageois. L'un des constructeurs vivant dans le village a montré à la Mission une maison qu'il était en train de bâtir et indiqué que les travaux étaient arrêtés faute de financement.

Les derniers arrivés étaient un couple avec deux enfants, installés en septembre 2004. Pour eux, les villageois avaient construit sur des ruines une maison relativement finie mais dépourvue de toit et de fenêtres. Les décisions concernant l'attribution des maisons étaient prises par le conseil du village qui semblait favoriser les nouveaux venus, peut-être parce que cette façon de procéder incitait des gens de l'extérieur à s'installer.

Les responsables du village ont informé la Mission qu'en 2005, les villageois avaient espéré construire cinq nouvelles maisons mais n'avaient eu suffisamment d'argent que pour deux. Ils étaient en contact téléphonique fréquent avec des membres de leur famille qui vivaient dans l'aisance en Russie et en Ukraine. Plusieurs fois par an, ces derniers venaient à Mollalar avec de l'argent ou des vêtements. La Mission a également été informée que les autorités du Haut-Karabakh n'encourageaient pas les colons à s'installer à Molallar. Ceux qui étaient arrivés les premiers avaient toutefois dû demander l'autorisation à Stepanakert/Khankendi pour s'installer. Le responsable du village a indiqué qu'il voyait rarement des représentants des pouvoirs publics de Stepanakert/Khankendi. Il a ajouté que le village levait des impôts sur le bétail (par exemple, 2 000 drams par an sur les vaches et 200 drams sur les chèvres) pour acheter les médicaments nécessaires à la collectivité, améliorer le système d'approvisionnement en eau ou payer les salaires des enseignants.

La Mission s'est rendue dans une école à deux étages au milieu de la ville qui avait été construite deux ans auparavant avec de l'argent envoyé par des donateurs (familles et philanthropes arméniens vivant en Russie). Quelque 35 enfants

fréquentaient l'école, qui avait huit niveaux et cinq enseignants. La Mission a appris que les salaires des enseignants n'étaient pas payés par Stepanakert/Khankendi mais par des contributions volontaires. L'école était de bonne taille et entourée par un mur solide et disposait d'un terrain de football en terre bien entretenu. L'école avait plus de salles de classe qu'elle n'en utilisait pour accueillir les enfants du village.

Les villageois faisaient pousser du blé pour leur propre consommation dans les champs voisins et élevaient du bétail. Plusieurs d'entre eux se sont plaints du manque d'eau nécessaire à l'irrigation. Le village avait été relié au réseau électrique de Mardakert/Agdere et cette opération avait été financée par l'ensemble des villageois, tout comme l'approvisionnement en eau. Il n'existait pas encore de centre de soins ni de boutique dans le village. Une urne en bois dans l'école semblait indiquer que des élections avaient lieu dans le village. Les villageois ont indiqué qu'ils étaient inscrits sur les listes électorales à Mardakert/Agdere. Des arbres étaient plantés dans les villages et certains résidents faisaient pousser du raisin au fur et à mesure que les vignobles étaient remis sur pied. Un villageois âgé était mort l'an dernier et avait été enterré dans le nouveau cimetière à la périphérie du village.

L'équipe qui s'est rendue à Alimadatli a indiqué qu'il s'agissait d'un village peu peuplé composé de quelque 10 maisons plus ou moins bien entretenues et de 35 maisons en ruine inoccupées. Le village voisin d'Aliagadli se composait de quelque 10 maisons relativement délabrées et d'une trentaine de maisons en ruine abandonnées.

E. Zanguilan

1. Date de la visite

3 février 2005

2. Territoire couvert par la Mission

Le district de Zanguilan s'étendait sur quelque 707 kilomètres carrés. Il était relié par route au district de Fizouli à l'est et à celui de Koubatly au nord. Du temps de l'Union soviétique, il existait une liaison ferroviaire avec Kapan et Meghri qui avait été détruite pendant la guerre. La Mission a emprunté la route de l'est qui passe par Fizouli, traversant la vallée de l'Arax où elle a étudié Mindjevan, Zanguilan et d'autres petits villages. Des équipes se sont également rendues à Oudgyoun, au sud-est de Zanguilan, et à Ketchikly, au nord-ouest de Zanguilan.

3. Vue générale

La Mission a estimé la population à au moins 700 à 1 000 personnes dans le district qu'elle a couvert. Zanguilan disposait d'un système de transport public mal établi et faisait du commerce à petite échelle avec la ville arménienne de Kapan. La zone se situant le long de l'Arax au sud-ouest de la région de Djebail n'était guère habitée même s'il existait des signes d'une agriculture saisonnière organisée et d'établissements humains sporadiques.

La plupart des individus interrogés étaient des personnes déplacées venant d'Azerbaïdjan mais certains d'entre eux avaient dû partir après le séisme de Gyomri. Tous étaient venus à Zanguilan après avoir passé des années dans des

abris temporaires en Arménie, en vue de trouver un logement et de gagner leur vie en cultivant la terre. Il n'existait pas de signe d'afflux récent de population. Malgré les mauvaises conditions de vie et le chômage, peu d'entre eux ont indiqué qu'ils voulaient partir.

Un pourcentage plus important des maisons avait été réparé à Mindjevan qu'à Zanguilan, même si les conditions de vie dans les deux endroits étaient comparables. Les résidents eux-mêmes ont indiqué qu'ils réparaient leur maison sans l'aide des autorités.

De manière générale, les établissements humains dépendaient des autorités de Latchine pour le paiement des salaires des enseignants, la prestation des services médicaux et, dans certains cas, la fourniture d'avantages sociaux minimaux. Latchine avait également permis l'électrification du district trois ans plus tôt même si, au moins dans la partie sud du district, l'électricité venait de Kapan, en Arménie. Il existait également une liaison par car avec Kapan et certains des habitants de Mindjevan utilisaient le bureau de poste qui s'y trouvait. Les gens ont indiqué qu'ils payaient une forme quelconque d'impôts locaux ou de contributions.

Plus on allait vers le nord et les régions de Koubatly et Latchine, plus les villes se trouvant le long de la route bénéficiaient de services sociaux et de subventions.

4. Endroits visités

4.1 Mindjevan

La Mission a estimé que Mindjevan comptait entre 170 et 300 habitants. Le responsable du village avait entendu dire que la Mission venait et lui a montré sa maison, bien installée, et l'école locale qui était fréquentée par quelque 60 enfants. Ses deux enseignants venaient d'Arménie et du Haut-Karabakh et d'autres villageois, leurs salaires étaient payés grâce aux contributions volontaires de la communauté. Le responsable a noté que les résidents venaient de Bakou, Soumgait, Goranboy, Gandja et Nakhitchevan ainsi que de régions situées à proximité des territoires relevant du mandat de la Mission. L'une des familles venait d'Arménie et s'était installée à Mindjevan du fait des difficultés économiques rencontrées en Arménie.

Après quelque 10 ans, un faible pourcentage des ruines de Mindjevan avaient été remises en état et occupées, presque toujours sans l'aide des autorités de Latchine. Les habitants de Mindjevan vivaient de l'agriculture, du troc entre eux ou encore du commerce, en particulier avec la ville arménienne de Kapan, située à quelque 50 kilomètres de là. La ville comptait trois boutiques et l'une d'entre elles, la boulangerie, servait également de lieu de rencontre pour les villageois et pouvait accueillir entre 20 et 30 personnes à la fois. Les autorités de Latchine avaient installé l'électricité trois ans auparavant. Latchine envoyait quelqu'un deux fois par mois pour vérifier les lignes électriques. Le responsable du village, qui était sur le point d'être nommé, a indiqué à la Mission qu'en dehors de l'électricité, l'assistance fournie par les autorités avait été négligeable.

La plupart des résidents auxquels la Mission a parlé ont indiqué qu'ils n'avaient pas de pièces d'identité, ce qui compliquait encore leur tâche lorsqu'il s'agissait de tirer parti des avantages sociaux que Latchine ou le Haut-Karabakh était susceptible de fournir de temps à autre.

Deux jeunes hommes ont indiqué qu'au cours de ces dernières années, ils avaient été recrutés comme ouvriers agricoles par des « personnes qui venaient chaque année d'Erevan ». Ils avaient été emmenés dans les champs, parfois près de Mindjevan, parfois plus loin. Les deux hommes étaient originaires de Bakou et étaient arrivés à Mindjevan par l'Arménie quelque sept ans plus tôt. Ils n'étaient pas sûrs que ceux qui les avaient recrutés reviendraient cette année.

4.2 Zanguilan

Environ 200 personnes vivaient à Zanguilan dans des conditions de logement médiocres. Les nouveaux venus occupaient généralement des ruines qu'ils devaient rénover eux-mêmes. La plupart des résidents cultivaient de petits lopins et élevaient du bétail. Un certain nombre d'entre eux étaient employés par l'administration locale qui disposait d'un nouveau bâtiment imposant que les autorités de Latchine avaient construit au milieu de l'année 2004. Selon la majorité des individus interrogés, le maire avait été nommé par Latchine. Une personne a toutefois indiqué qu'elle avait récemment voté pour lui lors d'élections locales.

L'école de Zanguilan était fréquentée par environ 60 enfants et Latchine payait les salaires des enseignants depuis plusieurs années. Latchine avait également rénové récemment un petit dispensaire qui fournissait des médicaments gratuits à la population locale. L'une des personnes interrogées a indiqué que jusqu'à 15 personnes travaillaient dans les six grandes pièces et bureaux de ce dispensaire.

Deux agents sanitaires ont indiqué qu'ils étaient venus d'Arménie pour trouver un emploi, un logement plus décent et des terres, l'un d'Erevan neuf ans plus tôt, l'autre de Gyoumri cinq ans auparavant. Selon eux, le dispensaire recevait de temps à autre une aide et des médicaments de membres de la diaspora.

Il existait une liaison régulière par car avec Kapan en Arménie mais seulement un car par mois jusqu'à Latchine. Les autorités de Latchine avaient installé l'électricité trois ans auparavant et celle-ci demeurait gratuite.

4.3 Autres régions

Dans le village de Kirakh Mouchlan, la Mission a vu quelque 20 maisons qui avaient été reconstruites sur des ruines et au moins trois automobiles en état de marche. Un certain nombre de résidents étaient venus de Soumgait après avoir effectué un certain nombre de séjours en Arménie dès 1994. La Mission a été informée que tout le village travaillait la terre et élevait du bétail.

Sur la route longeant l'Akera vers Khanlik, la Mission a vu environ 75 maisons rénovées se répartissant sur 10 à 15 kilomètres. Un grand bâtiment sur le côté droit de la route avait été partiellement couvert par un nouveau toit de zinc et avait des murs neufs. La Mission a également vu un certain nombre de personnes garder des troupeaux dans la région.

À Oudgyoun, la Mission a vu 18 maisons inoccupées. Les quelque 100 résidents de la localité vivaient dans de très mauvaises conditions de l'agriculture à petite échelle. La plupart des colons étaient venus de Mingatchevir par l'Arménie et les premiers étaient arrivés en 1996. Il n'y avait pas l'électricité. Les villageois avaient construit eux-mêmes un système d'adduction d'eau pour tirer parti des sources proches. Les autorités de Latchine s'occupaient des demandes de pièces d'identité mais ne jouaient pas un rôle très visible pour les résidents. L'école la plus

proche se trouvait à Mindjevan, à plusieurs kilomètres de là, mais la plupart des enfants d'âge scolaire étaient envoyés à Kapan dans un internat à but non lucratif où ils vivaient durant la semaine. Les résidents ont indiqué qu'ils ne recevaient pas d'autre assistance des autorités qu'une indemnité pour enfants à charge qui s'élevait à 2 000 drams par enfant et par mois mais ne couvrait pas entièrement les frais d'internat. La communauté recevait également une aide de bienfaiteurs de la diaspora. Au nord-est de Zanguilan, à Ketchikly, la Mission a vu 13 familles qui vivaient dans des conditions meilleures que celles d'Oudgyoun. Le village recevait une aide de la diaspora qui avait financé la petite école, très bien construite, et le raccordement au réseau électrique. Le professeur d'anglais (une Arménienne du Liban) fournissait également une assistance financière elle-même. Le chef d'établissement venait d'Erevan, mais les autres enseignants étaient locaux. La principale source de revenus de l'une d'entre elles venait de deux grandes serres dans lesquelles elle faisait pousser des fleurs qu'elle vendait aux commerçants de Kapan. L'électricité dans le village était gratuite, même pour les serres.

F. Koubatly

1. Date de la visite

4 février 2005

2. Territoire couvert par la Mission

Le district de Koubatly couvrait au total 802 kilomètres carrés de collines et de vallées. Il était possible d'atteindre Koubatly à partir de Latchine en empruntant la route Latchine-Goris et tournant à trois kilomètres au sud de Goris au village de Khndjoresk. La route du sud-est, dans la vallée de la Bazartchai, reliait Koubatly à Khanlik au district voisin de Zanguilan au sud. Sur la route de Koubatly après Khndjoresk, la Mission n'a vu aucun établissement humain. Dans la ville de Koubatly, la Mission s'est divisée en quatre équipes composées de deux membres dans chaque voiture pour couvrir les routes ci-après :

Première équipe : elle s'est rendue dans les villages de Sarai (à quelque six kilomètres au sud-est de Koubatly), Kazian (à environ trois kilomètres plus loin), Gilidjhan (à 20 kilomètres à peu près au sud-est de Koubatly) et à Khoumarli (à quelque 30 kilomètres au sud-est de Koubatly).

Deuxième équipe : elle s'est arrêtée dans les villages de Mirlyar, Dondarly et Sarai, tous au sud-est de Koubatly sur la rive droite de la Bazartchai, près de la route principale.

Troisième équipe : elle s'est dirigée vers le sud à partir de Koubatly sur la rive gauche de la Bazartchai, en passant par le village de Khanlik, tournant à gauche et vers le nord sur environ 15 kilomètres le long de la rive gauche de l'Akera et s'arrêtant dans les villages rencontrés.

Quatrième équipe : elle s'est rendue dans les villages de Khanlik et Mouganly qui se trouvaient à une distance de quelque 15 et 19 kilomètres respectivement de Koubatly sur la rive gauche de l'Akera.

3. Vue générale

La Mission a estimé que de 1 000 à 1 500 colons vivaient dans les zones du district de Koubatly dans lesquelles elle s'était rendue. L'état des maisons au sein de la région variait considérablement. De manière générale, les conditions de vie étaient très mauvaises. La ville de Koubatly et de nombreux villages étaient en ruine. Ailleurs dans la région, par exemple, dans les vallées de la Bazartchai et de l'Akera, la Mission a vu de nombreuses maisons rénovées. Plusieurs écoles avaient été récemment construites. Les routes étaient dans le même état que celles d'autres zones dans lesquelles s'était rendue la Mission. La plupart des personnes interrogées dans le district de Koubatly ont indiqué qu'elles venaient de Bakou, Soumgait, Gandja, Tchaikent, Arsvachen et également Leninavan. La majorité d'entre elles s'étaient connues à Stepanakert/Khankendi et avaient décidé de s'installer ensemble dans la région, y arrivant entre 1994 et 2002.

Presque toutes les personnes interrogées dans le district de Koubatly se sont plaintes de ne recevoir aucune aide des autorités. La plupart ont indiqué qu'elles n'avaient pas d'autre endroit où aller et aucun moyen de quitter la région; elles vivaient d'une agriculture de subsistance (cultures, élevage). Toutes ont indiqué qu'elles ne payaient pas d'impôts et ne prenaient pas part aux élections.

Les entrevues ont montré qu'il existait une véritable dépendance vis-à-vis des autorités de Latchine pour ce qui était de l'administration, de l'éducation, de l'ordre public et des soins de santé (même s'il semble que les femmes enceintes puissent bénéficier de soins de santé à Zanguilan). Les autorités de Latchine apportaient également une contribution en fournissant l'électricité et en payant les salaires des enseignants locaux. Au moins dans la partie sud du district, l'électricité venait de Kapan, en Arménie.

En approchant de Koubatly à partir du nord, les champs avaient été dans leur ensemble cultivés au cours de la saison, de même que les vastes terres plus proches de la frontière avec le district de Zanguilan vers le sud. La Mission a noté deux machines agricoles ainsi que deux camions dans une maison à Zarai, village se trouvant sur la route allant de Koubatly vers le sud mais pas grand-chose d'autre.

Il ne semblait pas y avoir dans la région de politique planifiée et coordonnée en matière d'établissements humains. Il existait toutefois de plus en plus d'infrastructures à visées sociales, telles qu'écoles, centres de santé et réseau électrique, même s'il s'agissait là d'une réponse aux demandes locales.

4. Endroits visités

4.1 Équipe 1

Kazian se composait de quelque 15 à 20 maisons habitées par 40 à 60 habitants. Les maisons avaient été sommairement rénovées et étaient entourées de nombreuses ruines. La plupart des villageois venaient de Tchaikent dans le district de Khanlar. Le directeur de l'école était arrivé dans le village en 1994 lorsqu'il n'y avait pas d'électricité et très peu d'enfants. Actuellement, l'école que les villageois avaient construite eux-mêmes était fréquentée par 41 enfants. L'emblème du Haut-Karabakh se trouvait sur la façade de l'école, ce qui signifiait qu'elle appartenait au district de Latchine. Les salaires des enseignants (50 000 drams par mois) étaient versés par les autorités du Haut-Karabakh. Une bibliothécaire à temps partiel a indiqué qu'elle recevait 6 000 drams par mois.

À Khoumarli, où il existait 50 maisons, la plupart des résidents ont indiqué qu'ils étaient originaires de Bakou, Artsvachen, Tchaikent, Goranboy et Leninavan. Les maisons avaient été grossièrement rénovées mais étaient en mauvais état. L'école comptait 42 enfants et 9 enseignants. Il n'y avait pas d'électricité dans le village depuis six ou sept mois. L'électricité semblait gratuite jusqu'à 200 kilowattheures par mois, après quoi il fallait payer. La Mission a noté que de nouvelles lignes électriques avaient été installées.

Les habitants des quelque 12 maisons du village de Gilidjan venaient surtout de Soumgait, en Azerbaïdjan. Les maisons avaient été quelque peu rénovées mais étaient en mauvais état. Une famille de huit s'est plainte qu'elle ne recevait aucune aide des autorités faute de pièces d'identité. Cette famille avait vécu à Spitak jusqu'au tremblement de terre de 1988, puis à Erevan, où elle avait appris de voisins qu'elle pouvait s'installer dans le district de Koubatly. Elle a indiqué qu'elle n'avait pas d'autre endroit où aller ni les moyens de partir. Il existait une école qui comptait 60 enfants et 10 enseignants et desservait les cinq villages avoisinants. Seuls les enseignants semblaient travailler. Le reste vivait d'une agriculture à petite échelle, cultivant la terre sans aucune machine.

4.2 Équipe 2

La Mission n'a trouvé aucun établissement humain au nord-ouest de la ville de Koubatly.

Dans le village de Mirlyar, au sud-est de Koubatly, la Mission a trouvé trois maisons habitées, un certain nombre de signes d'organisation sociale et des traces d'infrastructure. Tous les résidents étaient venus par Erevan d'Azerbaïdjan ou de Gyoumri. Leurs pièces d'identité avaient été délivrées à Latchine. L'école la plus proche se trouvait à cinq ou sept kilomètres de là.

Environ 10 familles vivaient dans le village de Dondarly, au bord de la rivière, et la plupart étaient arrivées 11 ans plus tôt. Le village semblait complètement coupé du monde extérieur et les villageois ont affirmé qu'ils n'avaient pas fait l'objet d'un recensement de la part des autorités. Ils vivaient d'une agriculture à petite échelle et leurs enfants n'allaient pas à l'école. Ils se sont plaints de ne recevoir aucune aide.

Dans le village de Delyalimyouskanli, à quatre kilomètres au sud de Koubatly, les premiers résidents étaient arrivés par l'Arménie en 1994, et tous étaient des personnes déplacées venant de divers endroits d'Azerbaïdjan. Il existait 14 maisons qui avaient été soit réparées à la hâte soit sommairement rénovées. Le village, qui comptait entre 70 et 80 habitants, n'avait pas l'électricité mais il semblait que l'eau courante allait être bientôt installée. Il n'existait pas de dispensaire établi mais l'un des villageois était en mesure de fournir des soins médicaux de base. Latchine était responsable sur le plan administratif du village qui se partageait une école avec deux autres villages. Latchine et le Haut-Karabakh finançaient l'école mais ne fournissaient aucune aide supplémentaire. Les habitants espéraient recevoir leurs pièces d'identité du Haut-Karabakh rapidement. Deux personnes avaient déjà vu leur passeport azerbaïdjanais transformé en passeport arménien. Le responsable du village avait établi la liste complète des habitants qui ne payaient aucun impôt. La tentative faite pour ouvrir une boutique n'avait pas été couronnée de succès, les résidents n'ayant qu'un pouvoir d'achat très limité. Ils vivaient d'une agriculture de subsistance. La Mission a observé une charrue et une herse mécaniques ainsi que deux camions.

4.3 Équipe 3

À quelque 10 kilomètres au sud de la ville de Koubatly, la Mission a trouvé l'un des seuls signes d'activité commerciale fixe dans la région, un mécanicien indiquant qu'il pouvait réparer les voitures et les pneus. Le propriétaire a admis qu'il ne voyait que deux à trois véhicules par mois.

Le prochain village le long de la route comptait 18 familles et environ 50 résidents. Trente-quatre enfants fréquentaient l'école qui avait été reconstruite sur des ruines en 2003 avec des fonds fournis par un riche Arménien français qui avait visité la région lors d'un voyage à but charitable. L'école desservait également un village avoisinant. Les adultes enseignaient aux enfants à tour de rôle. Les villageois ont indiqué qu'ils ne recevaient aucune aide ni de Latchine ni de Stepanakert/Khankendi. Il n'y avait pas l'électricité et les résidents vivaient d'une agriculture de subsistance et de troc. Le village suivant, à quelques kilomètres avant que la route ne se sépare, sur la péninsule qui mène à Khanlik, comptait quelque 100 personnes réparties dans 20 à 25 maisons. Il avait été « adopté » quelques années plus tôt par un généreux bienfaiteur arménien américain qui avait payé l'électrification du village ainsi que la construction d'un petit moulin en septembre 2004. Les habitants étaient en majorité des personnes déplacées originaires d'Azerbaïdjan qui s'étaient installées dans le village au cours des 10 dernières années.

4.4 Équipe 4

À Khanlik, les habitants étaient tous des personnes déplacées de Bakou, Soumgait, Gandja, Leninavan et de la région de Goranboy, qui étaient arrivés par l'Arménie au cours des 10 années précédentes. Quelque 50 familles (soit 250 personnes environ) vivaient dans le village. Les habitants ne recevaient aucune assistance et ne payaient pas d'impôts. Le village disposait d'une école bien construite à trois étages accueillant quelque 50 enfants qui aurait été, selon les renseignements donnés à la Mission, construite avec l'aide financière de membres de la diaspora. À l'origine, plusieurs des femmes du village enseignaient aux enfants, mais il existait désormais des enseignants à plein temps qui étaient également financés par la diaspora ou les autorités de Latchine. Il n'y avait pas l'électricité sauf celle que fournissait un groupe électrogène fonctionnant grâce à un moulin à eau construit localement.

Au nord de Khanlik, en allant vers Latchine, les établissements humains le long de l'Akera se faisaient de plus en plus nombreux. À quelque 10 à 12 kilomètres au nord de Khanlik, il y avait un village de 25 à 30 maisons reconstruites et une grande école. Dans un autre village situé à deux kilomètres environ, 80 % des quelque 25 maisons avaient été reconstruites. Plus loin, deux autres villages avaient un taux de reconstruction d'environ 65 à 75 %. Dans un autre village à côté, la Mission a constaté qu'un grand bâtiment à plusieurs étages était en cours de reconstruction et qu'un toit neuf et des fenêtres avaient été installés.

Dans le village de Mougany, à cinq kilomètres au sud de Khanlik, tous les habitants étaient des personnes déplacées venant de Goranboy. Ils avaient l'électricité. Au total, cinq familles (soit 30 personnes) y vivaient. Il y avait un car pour Latchine mais seulement une ou deux fois par mois.

IV. Latchine

1. Date de la visite

5 février 2005

2. Territoire couvert par la Mission

Le district de Latchine couvrait quelque 1 835 kilomètres carrés de terrain montagneux. Une route asphaltée reliait Latchine aussi bien à Stepanakert/Khankendi qu'à l'Arménie. De Latchine, une route passant par Karikatcha, à trois kilomètres au nord, menait vers Bjouljouldjous et au-delà. Une route allant vers le sud-ouest menait par Nijni Sous, Verkhny Sous et d'autres établissements humains, notamment Gyousoulyou, vers l'Arménie. (La Mission a regardé la quatrième route allant de Latchine à la frontière du district de Koubatly le 3 février 2005, en revenant de Koubatly à Stepanakert/Khankendi par Latchine. Elle a observé peu d'établissements humains sur cette route.) À Latchine, la Mission s'est divisée en quatre équipes de deux membres chacune. Deux équipes ont couvert la ville de Latchine, l'une a emprunté la route du nord et l'autre, celle du sud.

3. Vue générale

Les autorités de Latchine et du Haut-Karabakh ont présenté des chiffres très différents sur les établissements humains à Latchine. Ils allaient de 5 000 (chef adjoint de l'administration de Latchine) à 6 700 (service du Haut-Karabakh chargé des établissements humains) à 8 000 (autres autorités du Haut-Karabakh) pour l'ensemble du district. Ce dernier chiffre dépasserait les estimations de la Mission qui se fondaient sur les villages et établissements vus dans la région. Presque tous les établissements qu'avait vus la Mission ou dont elle avait entendu parler étaient situés relativement près de la route principale reliant l'Arménie au Haut-Karabakh, à l'exception de quelques-uns d'entre eux qui se trouvaient sur la route du sud.

La ville de Latchine et certains des villages voisins étaient à l'évidence mieux organisés que les communautés se trouvant dans d'autres districts. Les autorités locales évoquaient avec une certaine fierté leurs réalisations dans le domaine du logement, de l'infrastructure et des relations avec Stepanakert/Khankendi et Erevan. La rénovation et la reconstruction des logements étaient, en termes quantitatifs et qualitatifs, plus avancées que dans les autres territoires visités par la Mission. Des systèmes d'enregistrement foncier et de cadastre étaient mis en place. Dans la ville de Latchine, des permis de séjour (« propiska ») étaient nécessaires, chose qui n'avait pas été mentionnée dans les villages. De fait, les résidents de l'ensemble du district ont fait état de diverses obligations en matière d'enregistrement.

L'organisation et l'équipement se dégradent à mesure qu'on s'éloigne de Latchine mais, en règle générale, ils sont meilleurs que ce que la Mission d'établissement des faits a constaté dans les autres territoires où elle s'est rendue. Latchine et les secteurs situés au nord du district de cette localité, au moins jusqu'à Karikatcha, sont approvisionnés en électricité et en eau courante mais ces services n'ont pas atteint le sud, bien que les habitants espèrent en bénéficier bientôt. Des impôts sont levés et des pensions, allocations familiales et autres formes d'assistance sont communément évoqués, même si ce n'est pas le cas dans tous les secteurs.

La Mission d'établissement des faits a recueilli de nombreux témoignages dans tout le district de Latchine, selon lesquels c'est l'initiative privée, et non l'action du gouvernement, qui poussait les gens à s'établir à Latchine. Rien ne permettait d'affirmer que les autorités demandaient, de manière systématique et organisée, aux gens de s'installer dans cette ville, ou qu'elles les avaient sélectionnés à cette fin. Elles ont néanmoins cherché à créer des conditions de vie normale et encouragent ainsi activement les implantations. Les personnes interrogées approuvaient également le fait qu'à Latchine, l'administration locale s'efforçait de régler le problème du logement.

Les liens entre Latchine et le Haut-Karabakh sont plus évidents que dans d'autres districts. Le responsable de l'administration de la ville a déclaré qu'une rubrique budgétaire était affectée à Stepanakert/Khankendi et que des aides supplémentaires étaient versées par la diaspora. À Latchine et dans les villages alentour, les habitants ont confirmé qu'ils participaient aux scrutins locaux et aux élections à l'échelle du Haut-Karabakh et que certains votaient même aux élections nationales arméniennes.

4. Lieux visités

4.1 Ville de Latchine (équipes 1 et 2)

Nombre d'habitants

Les autorités affirment que la population de Latchine s'élève environ à 3 000 habitants. Ce chiffre a été confirmé, dans la mesure du possible, par les observations des deux équipes affectées à la ville. Le maire a néanmoins reconnu qu'il n'existait pas de chiffre précis car les habitants vont et viennent et le système d'immatriculation demeure imprécis.

Arrivées

On ignore combien de nouveaux résidents arrivent chaque année et les responsables municipaux ont dit qu'ils n'étaient pas en mesure de donner un chiffre exact. Certaines personnes interrogées ont affirmé qu'il n'y avait plus d'arrivées massives mais une femme a dit qu'une centaine de personnes venaient s'installer chaque année. La plupart des résidents actuels ont dit avoir eu connaissance des possibilités d'implantation par le bouche-à-oreille ou par les médias. Les autorités de Stepanakert/Khankendi ont dit à la Mission qu'elles n'avaient pas annoncé ces possibilités dans les médias mais que des organismes privés et des partis politiques en avaient pris l'initiative. Elles ont notamment cité à ce sujet le Comité des réfugiés du Karabakh. Des personnes interrogées ont affirmé que certains habitants portaient, surtout parmi les rares personnes qui venaient d'Arménie. Les personnes qui venaient s'installer à Latchine ont expliqué que, pour résider dans le district, elles devaient obtenir un permis de séjour (« propiska ») auprès d'autorités locales, ce qui n'était pas le cas dans les villages. Il a été signalé qu'il y a quatre ans les autorités municipales avaient cherché à établir un cadastre prévoyant l'enregistrement des biens fonciers et la perception d'une taxe foncière. Il semble cependant qu'aucune des deux opérations n'ait été menée à bien. Plusieurs personnes interrogées, dont certaines déplacées d'Azerbaïdjan, ont montré leur passeport arménien, délivré par l'Arménie au cours de l'année écoulée.

Origines

La Mission s'est entretenue avec de nombreuses personnes à Latchine. La vaste majorité ont dit qu'elles étaient réfugiées, originaires de diverses régions d'Azerbaïdjan (Bakou, Soumgait, Gandja, district de Goranboy, district de Khanlar, Yevlach, Terter, district de Martakert/Agdere et Nakhitchevan). Les premiers résidents sont arrivés dès 1994 mais la plupart sont venus plus tard, après avoir séjourné au Haut-Karabakh ou à Erevan. En outre, une personne originaire de Latchine y était revenue. Certaines personnes interrogées ont dit venir d'Arménie. Il s'agissait de victimes du séisme de Gyoumri et de Spitak en 1988 qui ne pouvaient trouver de logement ou de personnes qui avaient quitté Erevan pour des raisons financières.

Logement

Quelque 85 % des habitations du centre-ville ont été reconstruites et quelques nouveaux logements ont été édifiés. La proportion de ruines augmente aux abords de la ville. À la périphérie, on trouve même des maisons relativement cossues et de nombreux bâtiments présentent les signes d'un début de reconstruction. Des responsables municipaux et des résidents confirment que la construction et la remise en état de logements étaient gérées par les autorités, contrairement à ce qui se passait avant 1996. Les nouveaux arrivants doivent souvent se loger dans des petits appartements situés dans des immeubles de quatre étages, en attendant de se voir attribuer une habitation reconstruite. L'attente pour ce type de logement peut prendre au moins deux ans.

Infrastructure

L'administration municipale comprend un maire, un chef de l'administration, la police, le centre de conscription et le ministère public. Les résidents participent aux scrutins locaux et aux élections à l'échelle du Haut-Karabakh, voire, selon certaines personnes interrogées, aux élections nationales arméniennes. Le système de protection sociale est bien plus étendu ici que dans les autres territoires où la Mission s'est rendue. On compte un hôpital doté de sept médecins et de 10 infirmiers, un laboratoire d'analyses médicales, une église avec un prêtre, deux écoles accueillant environ 500 élèves, un jardin d'enfants accueillant une quarantaine d'enfants, un petit conservatoire de musique, une école des beaux-arts, une école de sport, un musée, une bibliothèque, une école Agape pour la diaspora et un centre d'artisanat. Le bus Goris-Stepanakert/Khankendi dessert Latchine quotidiennement. À la périphérie de la ville, un nouveau cimetière arménien a vu le jour. Le long de la route principale qui mène au centre-ville, les équipes 1 et 2 ont vu des douzaines d'arbustes plantés méthodiquement et entourés de barrières métalliques de protection.

Économie

Presque toutes les personnes interrogées ont dit qu'elles avaient un emploi (architectes, médecins, infirmiers, enseignants, comptables, membres de l'administration, six ou sept agents de police, commerçants, procureur, ouvriers du bâtiment ou employés dans une station d'épuration des eaux). En revanche, une femme et ses trois fils adultes ont déclaré être sans emploi. On compte jusqu'à 20 boutiques et un petit bureau de poste dans la ville. Aucune des personnes interrogées

n'a fait référence à l'agriculture comme étant un secteur d'activité clef. Certains ont dit qu'ils cultivaient leur jardin pour leur consommation personnelle mais ont ajouté que la terre n'était pas très fertile et difficile à cultiver.

Incitations à l'implantation

Les autorités locales offrent des incitations à l'implantation qui vont du logement gratuit à l'accès à la propriété en passant par les infrastructures sociales, l'approvisionnement bon marché, voire gratuit, en électricité et en eau courante, des impôts peu élevés ou des exonérations fiscales limitées. Selon certaines personnes interrogées, les nouveaux arrivants dans le district de Latchine reçoivent 25 000 drams par couple, 5 000 drams par enfant et une vache pour pouvoir commencer une nouvelle vie. Par ailleurs, certains ont dit que les nouveaux arrivants étaient maintenant inscrits sur une liste en vue d'obtenir une deuxième vache mais que l'attente pouvait durer jusqu'à un an. Les familles qui ont des enfants en bas âge sont prioritaires. Cette assistance était plus ou moins bien perçue par les personnes interrogées. Cependant, un certain nombre de résidents ont dit qu'il était encore difficile de gagner sa vie et que la somme d'argent et la vache dont bénéficiaient les nouveaux arrivants ne suffisaient pas pour redémarrer. Il semble que les nouveaux résidents ne soient pas exemptés du service militaire. Latchine est dotée d'un centre de conscription et la Mission a appris auprès des familles que leurs fils devaient servir dans les forces armées à partir de 18 ans.

4.2 Vers le nord, équipe 3

Dans le village de Karikatcha, à trois kilomètres au nord de Latchine, les habitations étaient en bon, voire en excellent, état, construites en matériaux durables et leurs murs extérieurs étaient crépis. Les maisons étaient comparables à celles de Latchine et elles étaient numérotées ce qui, conjugué au fait que les habitants avaient mentionné la perception d'un impôt foncier, semblait indiquer qu'il existait un cadastre. Les routes étaient des pistes en terre, dont l'état allait de passable à mauvais. Soixante-cinq familles, soit 218 personnes, vivent dans le village. Ces données ont été corroborées par des entretiens avec le maire et quelques résidents. Le village dispose d'une école accueillant environ 80 enfants; les traitements des enseignants sont pris en charge par les autorités de Latchine.

L'équipe 3 a continué sur 20 kilomètres au nord de Latchine en direction de Kelbadjar puis a rebroussé chemin faute de temps et en raison du mauvais état de la route. Elle a trouvé des restes de plusieurs villages inhabitables mais aucun signe d'implantation. Selon l'adjoint au maire de Latchine, quelque 500 à 600 personnes vivent plus au nord dans les vallées des rivières de la région.

4.3 Vers le sud, équipe 4

L'équipe 4 s'est rendue dans des secteurs situés au sud de Latchine, où elle a observé que les conditions de logement étaient nettement moins bonnes. Il n'y avait ni eau ni électricité mais les autorités ont dit qu'il y en aurait bientôt. La plupart des personnes interrogées ont dit qu'elles étaient immatriculées, participaient aux scrutins locaux et aux élections à l'échelle du Haut-Karabakh et percevaient une pension. La Mission a rencontré l'un des quelques résidents, qui affirmaient être originaires de Leninavan dans le district de Martakert/Agdere, et détenaient un passeport délivré par l'Arménie.

Dans le village de Nijni Sous, au sud de Latchine, on compte quelque 42 maisons habitées et 200 habitants. L'état des habitations est nettement plus mauvais que dans la ville de Latchine, mais pas partout. On note des éléments attestant un certain niveau d'infrastructure sociale. Une école a ouvert il y a deux ans, qui accueille aujourd'hui 72 élèves.

Les habitants ont confirmé qu'ils recevaient des pensions et des allocations familiales (de 1 700 à 2 500 drams par mois), ainsi qu'une aide à l'installation (don d'une vache). Ils ont dit qu'ils ne participaient qu'aux scrutins locaux, et non pas aux élections à l'échelle du Haut-Karabakh, et qu'ils avaient une carte d'identité du Haut-Karabakh. La population locale était nettement moins satisfaite de l'action des autorités de Latchine que les habitants de la ville. Certains ont évoqué la présence d'un Français d'origine arménienne qui aurait aidé les villageois à réparer des maisons, le système de distribution d'eau et l'école. L'agriculture, la culture de la vigne et l'élevage bovin semblent constituer l'ossature de l'économie locale. Les habitants sont venus de divers endroits (district de Martakert/Agdere, Spitak en Arménie après le séisme) et, souvent, ils étaient arrivés à Nijni Sous par Stepanakert/Khankendi ou Erevan, où ils avaient entendu parler de la possibilité de s'installer dans la région de Latchine. Une personne interrogée a dit qu'une organisation pour les réfugiés lui avait indiqué cette possibilité.

Les autorités locales ont signalé qu'il y avait également des habitants à Verkhni Sous et dans une autre localité, à quelques kilomètres de Nijni Sous. L'état des routes était si mauvais que l'équipe 4 n'a pu se rendre sur place.

Dans un autre village situé à l'ouest de Nijni Sous, certaines habitations ont l'électricité et l'eau courante et d'autres non. Quoi qu'il en soit, il n'y a que quelques maisons, généralement en très mauvais état. L'agriculture de subsistance est la principale activité.

Sur la route de Gyoyoulyou, à l'extrémité sud-ouest du district, on peut voir quelques maisons habitées. Dans le village, on compte une trentaine d'habitations qui ont été rénovées en vue de les rendre habitables mais elles sont en mauvais état. Les habitants ont dit qu'ils étaient approvisionnés gratuitement en électricité et qu'ils organisaient eux-mêmes la distribution d'eau. Ils ont mentionné les allocations familiales et le fait qu'une trentaine d'élèves fréquentaient l'école locale. Ils ont dit qu'ils n'avaient aucune pièce d'identité mais espéraient qu'ils en obtiendraient une cette année. Ils ont ajouté qu'ils ne participaient encore à aucune élection. Le dirigeant local, qui fera la liaison avec les autorités de Latchine, doit être désigné à une réunion des résidents qui se tiendra prochainement.

Les dirigeants locaux ont dit qu'il y avait d'autres villages habités à proximité mais, faute de temps et en raison des mauvaises conditions météorologiques, l'équipe a dû rebrousser chemin.

V. Conclusions

1. Données chiffrées concernant les implantations de Kelbadjar, Fizouli, Djebail, Agdam, Zanguilan et Koubatly

Il est très difficile pour la Mission d'estimer avec précision le nombre d'habitants dans ces six districts. Aucun d'entre eux ne semble être doté d'un système d'immatriculation fiable ou d'un cadastre et les résidents sont souvent

dispersés sur de grandes distances dans des groupes d'habitations atomisés où l'on ne peut se rendre que par des routes fréquemment impraticables. C'est pourquoi la Mission a fait preuve d'une extrême prudence en ce qui concerne les données chiffrées et ne peut rendre compte que des populations qu'elle a interrogées, comptées ou observées directement. Ainsi, ses estimations démographiques ne font état que du décompte des populations vivant dans les secteurs où elle s'est rendue, dont il est question dans le présent rapport. La Mission n'a pas extrapolé de données démographiques chiffrées à partir de celles observées dans une partie d'un district donné en vue d'obtenir des données estimatives pour l'ensemble du district et elle n'a pas jugé fiables les déclarations individuelles (celles d'un ancien d'un village, par exemple) à moins qu'elles n'aient été corroborées. Cela dit, la Mission est convaincue de n'avoir pas omis de tenir compte d'aucun groupe de population important dans les territoires concernés.

Les données chiffrées qui se rapportent aux localités des régions examinées dans le présent rapport, dont les populations ont été interrogées, comptées ou directement observées par la Mission d'établissement des faits, se répartissent comme suit : dans le district de Kelbadjar, environ 1 500 habitants; dans le district d'Agdam, de 800 à 1 000 habitants; dans le district de Fizouli, moins de 10 habitants; dans le district de Djebail, moins de 100 habitants; dans le district de Zanguilan, de 700 à 1 000 habitants; dans le district de Koubatly, de 1 000 à 1 500 habitants. Ainsi, les estimations de la Mission concernant le nombre d'habitants sont légèrement inférieures aux données démographiques chiffrées fournies par les autorités locales.

Comme le montrent le compte rendu et les estimations chiffrées de la Mission, la densité et la répartition de la population varient considérablement dans chaque district et d'un district à l'autre. Compte tenu de la taille des territoires et de l'importance de leurs anciennes populations, dans l'ensemble, les implantations sont très limitées.

2. Caractéristiques des implantations de Kelbadjar, Fizouli, Djebail, Agdam, Zanguilan et Koubatly

2.1 Typologie

Dans l'ensemble des territoires, la Mission a vu des personnes qui reconstruisaient et habitaient des structures, des villages ou des villes détruites pendant le conflit. Aucun projet d'implantation ou établissement de colonies nouvelles n'a été constaté mais elle a observé trois villages dans le district d'Agdam, où au moins 20 nouvelles habitations identiques avaient été construites et achevées sur les fondations en ruines d'anciennes habitations, en vue d'être occupées.

En règle générale, l'état de la reconstruction dans les secteurs où s'est rendue la Mission varie comme suit :

- « pas d'intervention » dans l'infrastructure de la localité (village en ruines et pas d'habitation);
- « rénovation sommaire » (y compris distribution temporaire d'électricité et d'eau, bâtiment pouvant éventuellement abriter une école ou une administration locale);

- « reconstruction » (davantage d'infrastructures sociales et physiques, de meilleure qualité).

2.2 Nature des structures

En particulier, l'état de réparation des bâtiments observés par la Mission dans les territoires allait des :

- « Réparations d'urgence » (effectuées au gré des circonstances, réalisées avec des moyens de fortune ou de manière provisoire, à l'aide de matériaux récupérés dans des ruines situées à proximité);
- À la « rénovation » (y compris réparation partielle de l'ossature de la structure, pose d'une nouvelle toiture à l'aide de matériaux nouveaux ou récupérés dans des ruines situées à proximité);
- À la « reconstruction » (structures complètement neuves ou dans lesquelles tout est neuf hormis les fondations).

Presque tous les bâtiments habitables observés dans les territoires ont été rénovés par des personnes qui ont utilisé les murs et les fondations existant dans les structures d'avant guerre. Dans quelques cas seulement, la Mission a vu des structures dotées de murs et de fondations totalement neufs. Presque toutes ces structures ont cependant été reconstruites sur des sites existants et dans des localités d'avant guerre.

3. Origine des habitants

La Mission a conclu que la grande majorité des habitants étaient des personnes déplacées originaires de diverses régions d'Azerbaïdjan, notamment Goranboy, Tchaikent, Soumgait et Bakou. La plupart sont toutefois arrivées dans les territoires après avoir vécu en Arménie en tant que personnes déplacées.

Outre ces personnes déplacées, la Mission a rencontré trois types d'Arméniens d'Arménie dans les territoires. En termes relatifs, le groupe le plus important (bien qu'il soit relativement petit en chiffres absolus) se compose de victimes du séisme survenu en Arménie en 1988, qui ont séjourné longtemps dans des logements provisoires avant de s'installer dans les territoires. La catégorie suivante regroupe les Arméniens qui sont venus dans les territoires pour des raisons économiques, soit dans l'espoir d'une vie meilleure ou pour fuir l'endettement chez eux. Le troisième groupe est composé de travailleurs agricoles saisonniers et de bergers. La plupart des nouveaux arrivants n'ont pas de passeport et beaucoup n'ont pas de carte d'identité du Haut-Karabakh, ce dont ils se plaignent fréquemment.

4. Raisons qui ont poussé les colons à s'installer dans les territoires

Presque tous les colons (personnes déplacées d'Azerbaïdjan et victimes du séisme en Arménie) sont venus dans les territoires car ils étaient sans abri. En général, ils ont eu connaissance de la possibilité de s'installer par le bouche à oreille, par les médias ou par des organisations non gouvernementales présentes en Arménie et au Haut-Karabakh, parmi lesquelles le Comité pour les réfugiés du Karabakh est souvent cité. Rien ne semble indiquer que les autorités du Haut-Karabakh ou d'Arménie organisent directement la réinstallation. De même, la Mission n'a constaté aucun signe de réinstallation forcée dans les territoires. Enfin,

elle n'a trouvé aucun élément permettant de conclure au recrutement systématique de colons en vue de s'installer dans les territoires.

5. Incitations à l'implantation à Kelbadjar, Fizouli, Djebail, Agdam, Zanguilan et Koubatly

La Mission a constaté que les modes d'incitation à l'implantation émanant des autorités variaient dans chaque territoire et d'un territoire à l'autre. Dans l'ensemble, il s'agit d'incitations de type « proactif », mais hétérogènes à Kelbadjar (ouest du Haut-Karabakh) et dans certaines parties du district d'Agdam, près de Martakert/Agdere (est du Haut-Karabakh). Dans le district de Zanguilan et dans certains secteurs du district de Koubatly (sud-ouest du Haut-Karabakh), les incitations sont de type « réactif », tandis que, dans certaines parties du district de Fizouli, dans le district de Djebail (sud et sud-est du Haut-Karabakh) et dans d'autres parties du district d'Agdam, la Mission a constaté que les autorités semblaient fermer les yeux sur les activités économiques menées dans la région.

Ainsi, du côté « proactif », à Kelbadjar, la Mission a observé que les colons bénéficiaient de certains avantages, dont l'attribution de ruines, de parcelles ou encore de logements (parfois clef en main) et d'infrastructures modestes ou l'octroi d'une protection sociale, d'exonérations fiscales ou la fourniture de services collectifs à bas prix ou gratuitement. Ailleurs, les autorités s'étaient contentées de répondre aux besoins des colons, à mesure qu'ils s'installaient dans la région.

Dans le district d'Agdam, la situation est encore plus variable. Ainsi, la ville d'Agdam et sa périphérie sont complètement dépourvues d'incitations ou d'infrastructures. Dans la ville et dans la banlieue, il semble qu'une activité économique limitée soit tolérée. Dans le nord du district, la Mission a noté des incitations de type « proactif », dont l'électrification, l'approvisionnement en eau et la construction et l'allocation de logements clef en main, de construction nouvelle, tout équipés.

Les autorités de Latchine ont fourni des éléments d'infrastructure aux districts voisins de Koubatly et de Zanguilan, afin de répondre aux besoins des personnes qui ont commencé à s'installer; certes, ces mesures sont susceptibles d'attirer également de nouveaux arrivants. Quoi qu'il en soit, les améliorations d'ordre infrastructurel ne représentent qu'une aide peu importante, visant à répondre aux besoins des colons.

À Fizouli, Djebail et dans certaines parties du district d'Agdam, y compris à Agdam même, la Mission a relevé les signes d'une politique de laisser-faire qui tolérait la récupération de matériaux provenant d'infrastructures et de bâtiments, ainsi que la culture à grande échelle de terres agricoles à des fins économiques.

6. Le rôle de la diaspora arménienne à Kelbadjar, Fizouli, Djebail, Agdam, Zanguilan et Koubatly

Les autorités locales et les personnes interrogées ont souvent souligné que la diaspora arménienne apportait une aide dans les domaines de l'infrastructure, des soins médicaux, de la protection sociale et du logement. Dans certains cas, les autorités locales ignorent tout de ces activités et ne sont pas en mesure de les contrôler. Toutefois, l'impact de son action est évident et stimule les autorités

locales. Ainsi, la diaspora peut parfois être considérée comme contribuant indirectement à la politique d'implantation.

7. Participation des autorités arméniennes et des autorités du Haut-Karabakh à Kelbadjar, Fizouli, Djebail, Agdam, Zanguilan et Koubatly

La Mission n'a pas relevé de preuve de l'intervention directe des autorités arméniennes dans les territoires, hormis la distribution d'électricité dans certaines parties des districts de Djebail et de Koubatly à partir de Kapan (Arménie). Mais elle a noté la participation directe des autorités du Haut-Karabakh dans certains territoires; ainsi, celles-ci ont officiellement reconnu qu'elles géraient des écoles à Kelbadjar, versaient les traitements de quelque 70 à 80 enseignants dans les districts de Koubatly et de Zanguilan, qu'elles dispensaient des soins de santé primaires et assuraient le maintien de l'ordre, notamment dans les zones dont l'administration relevait des autorités de Latchine. La Mission a été informée de cas dans le district de Kelbadjar et dans une petite partie du district d'Agdam où les habitants votaient aux scrutins locaux et aux élections à l'échelle du Haut-Karabakh.

8. Activité économique à Kelbadjar, Fizouli, Djebail, Agdam, Zanguilan et Koubatly

Dans la plupart des territoires où elle a interrogé des habitants, la Mission a noté qu'ils cultivaient de petites parcelles de terrain pour subvenir à leurs besoins et qu'ils récupéraient, pour leur usage personnel, des matériaux de construction dans les ruines situées à proximité. Elle a également observé que, partout dans les territoires, des métaux et des briques étaient récupérés de manière organisée à des fins commerciales, bien que de manière sporadique. Elle a vu et confirmé auprès des autorités du Haut-Karabakh la reconversion systématique d'anciens vignobles pour la culture du blé. À ce sujet, elle a constaté que l'infrastructure des vignobles était récupérée, souvent systématiquement et à grande échelle, notamment les conduites d'irrigation et les supports en béton armé.

Dans le district de Kelbadjar, la Mission a noté que l'agriculture organisée à grande échelle était courante de même que l'apiculture. À Kelbadjar et alentour, elle a vu des camions à remorque qui transportaient sur de longues distances des grumes provenant des forêts de la région.

Dans le district d'Agdam, la Mission a observé des activités de production laitière à petite échelle et des activités agricoles à grande échelle dont les récoltes étaient destinées à des fins commerciales. À Agdam et alentour, elle a noté l'existence de faits attestant l'utilisation de métaux et de matériaux de construction provenant de ruines et d'infrastructures, ainsi qu'une activité pastorale limitée.

Dans les districts de Fizouli et de Djebail, on note des pratiques agricoles extensives. Étant donné que presque personne ne vit dans ces districts, il semble que des personnes de l'extérieur gèrent cette activité de façon saisonnière et fournissent la main-d'œuvre nécessaire. Dans ces deux districts, la Mission a constaté l'existence d'éléments attestant l'utilisation de matériaux provenant de ruines et d'infrastructures, dont des conduites d'eau, de la ferraille, des briques et des pierres. Ces matériaux étaient parfois entassés le long des routes en attendant d'être chargés. Quelques activités de pâturage et d'élevage nomades ont également été constatées.

Dans les districts de Zanguilan et de Koubatly, la Mission a noté que l'agriculture, le pâturage et l'élevage étaient pratiqués de manière extensive et que la récupération de matériaux provenant d'infrastructures était générale.

9. District de Latchine

9.1 Données chiffrées concernant les implantations

Les autorités du Haut-Karabakh et l'administration locale signalent que quelque 3 000 habitants vivent à Latchine. Dans le district, elles estiment que leur nombre se situe entre 5 000 et 8 000, bien que la municipalité de la ville ait mis en place un système qui requiert un permis d'installation et une immatriculation (*propiska*) en bonne et due forme.

Comme il est indiqué au chapitre V-1, la Mission a fait preuve d'une grande circonspection en ce qui concerne les données chiffrées et ne peut rendre compte que des populations qu'elle a interrogées, comptées ou observées directement. Ainsi, si le chiffre de 3 000 habitants pour la ville de Latchine correspond aux conclusions de la Mission, selon ses estimations moins de 8 000 personnes vivent dans l'ensemble du district.

9.2 Caractéristiques des implantations et des structures

L'infrastructure sociale et physique de Latchine est bien développée. Bien qu'il reste de nombreuses ruines et que toutes les infrastructures n'aient pas été remises en état, on observe de nombreux bâtiments et habitations entièrement reconstruits et de nouvelles constructions. La qualité de la reconstruction est généralement meilleure à Latchine que dans le reste du district. Dans tout le district, la Mission a souvent observé uniquement des infrastructures de base, en général l'administration locale et l'école, mais il n'y avait pas toujours l'électricité et l'eau courante. Elle a également vu un nombre considérable de villages complètement détruits et abandonnés.

9.3 Origine des colons

En règle générale, l'origine des colons est la même que dans les autres territoires. Ainsi, la vaste majorité est venue à Latchine de diverses régions d'Azerbaïdjan, pour la plupart d'entre eux après avoir vécu dans des logements provisoires en Arménie. On compte relativement peu d'Arméniens d'Arménie, en particulier des victimes du séisme. Ils ont eu connaissance des possibilités d'implantation offertes à Latchine par le bouche à oreille, les médias ou des ONG présentes en Arménie et au Haut-Karabakh. Rien n'indiquait qu'une réinstallation forcée ou un recrutement systématique ait eu lieu.

9.4 Raisons qui ont poussé les colons à s'installer dans les territoires

Bien que les incitations et les conditions de vie aient joué un rôle important dans la décision des colons de venir s'installer à Latchine, en général, les raisons qu'ils ont données n'étaient pas fondamentalement différentes de celles invoquées par ceux qui se sont implantés dans d'autres territoires. Comme les conditions de vie sont meilleures à Latchine, des habitants d'autres territoires viennent s'installer dans cette ville. Ainsi, la Mission a interrogé des résidents de Latchine qui avaient quitté le district de Kelbadjar en quête d'une vie moins pénible.

9.5 Incitations à l'implantation

Les incitations à l'implantation sont manifestes. À Latchine, et dans une moindre mesure dans le district, on mentionnera la protection sociale, la prestation de soins médicaux, une administration et une infrastructure opérationnelles, des écoles, des routes praticables, des exonérations fiscales ou des avantages fiscaux, des tarifs réduits pour les services collectifs, ainsi que l'électricité et l'eau courante bon marché ou gratuites. La Mission a néanmoins constaté que l'exemption du service militaire pour les hommes ne faisait pas partie des incitations offertes à Latchine. À partir de ses observations et de ses entretiens dans le district de Latchine, elle a conclu que les autorités menaient une politique d'implantation de type « proactif ».

9.6 Le rôle de la diaspora arménienne

La Mission a vu et appris que la diaspora contribuait largement à la reconstruction, à la remise en état de l'infrastructure et à la protection sociale dans le district et à Latchine même. Les autorités locales ont reconnu l'importance de cette contribution. La diaspora joue donc un rôle important dans la politique d'implantation à Latchine.

9.7 Rôle des autorités arméniennes et du Haut-Karabakh à Latchine

La participation directe des autorités du Haut-Karabakh dans le district de Latchine est incontestable. Le Haut-Karabakh finance le budget du district et reconnaît ouvertement sa responsabilité directe dans ses affaires. Les habitants participent aux scrutins locaux et aux élections à l'échelle du Haut-Karabakh.

Les liens entre le Haut-Karabakh et l'Arménie dépassent le cadre du présent rapport, mais la Mission n'a trouvé aucun élément attestant la participation directe du Gouvernement arménien aux implantations dans le district de Latchine. Cependant, elle a interrogé certains résidents de la ville titulaires d'un passeport arménien qui ont affirmé participer aux élections arméniennes.

9.8 Activités économiques à Latchine

À Latchine, la Mission a observé des signes de vie urbaine normale : les habitants font leurs courses, dînent au restaurant et vont à l'école (malgré l'absence de chauffage et d'électricité dans tous les cas). Les colons cultivaient également de petits lopins de terre, davantage en complément de leurs moyens de subsistance qu'en tant que base de cette subsistance. Dans le district de Latchine, l'agriculture et la production laitière jouaient un rôle important dans l'économie.

Prague, le 28 février 2005

Le chef de la Mission d'établissement des faits
Emily Haber

VI. Annexes

- Annexe 1 Membres de la Mission d'établissement des faits
- Annexe 2 Documents présentés par le Gouvernement azerbaïdjanais
- Annexe 3 Document présenté par le Gouvernement arménien
- Annexe 4 Dossier présenté par les autorités du Haut-Karabakh

Annexe 1
Membres de la Mission d'établissement des faits

Emily Haber (chef de mission, Allemagne)

Alexis Chahtatinsky (France)

Alexey Dvinyanin (Fédération de Russie)

S. E. M. Andrzej Kasprzyk (Représentant spécial du Président en exercice, Pologne)

Louis O'Neill (États-Unis d'Amérique)

Jaroslav Pietrusiewicz (Secrétariat de l'OSCE, Pologne)

Andreas Seebacher (Allemagne)

S. E. M. Mario Sica (Italie)

Anders Troedsson (Suède)

Vesa Vasara (Finlande)

Annexe 2

Documents présentés par le Gouvernement azerbaïdjanais

L'ensemble des documents cités au paragraphe 2 du chapitre II ont été joints en annexe de la version originale du présent rapport, telle que transmise par le chef de la Mission d'établissement des faits aux coprésidents à Prague, le 28 février 2005.

Annexe 3

Document présenté par le Gouvernement arménien

Un document présenté par le Gouvernement arménien aux coprésidents et au chef de la Mission d'établissement des faits a été joint en annexe de la version originale du présent rapport, telle que transmise par le chef de la Mission d'établissement des faits aux coprésidents à Prague, le 28 février 2005.

Annexe 4

Dossier présenté par les autorités du Haut-Karabakh

Un dossier présenté par les autorités du Haut-Karabakh aux membres de la Mission d'établissement des faits a été joint en annexe de la version originale du présent rapport, telle que transmise par le chef de la Mission d'établissement des faits aux coprésidents à Prague, le 28 février 2005.
